

Claremont Colleges

Scholarship @ Claremont

Scripps Senior Theses

Scripps Student Scholarship

2022

Qu'est qu'un vrai français : Le Front National et le développement contemporain des politiques de la 'francité'

Sara Butcher
Scripps College

Follow this and additional works at: https://scholarship.claremont.edu/scripps_theses



Part of the [International Relations Commons](#), [Other French and Francophone Language and Literature Commons](#), and the [Other Political Science Commons](#)

Recommended Citation

Butcher, Sara, "Qu'est qu'un vrai français : Le Front National et le développement contemporain des politiques de la 'francité'" (2022). *Scripps Senior Theses*. 1874.
https://scholarship.claremont.edu/scripps_theses/1874

This Open Access Senior Thesis is brought to you for free and open access by the Scripps Student Scholarship at Scholarship @ Claremont. It has been accepted for inclusion in Scripps Senior Theses by an authorized administrator of Scholarship @ Claremont. For more information, please contact scholarship@cuc.claremont.edu.

**Qu'est qu'un vrai français : Le Front National et le développement
contemporain des politiques de la 'francité'**

***What does it Mean to be French : The National Front and the
Contemporary Development of the French National Identity***

By

Sara Alejandra Butcher Cardalliaguet

**Professor SUMITA PAHWA, Scripps College
Professor FELY CATAN, Pitzer College**

**Submitted to Scripps College in Partial Fulfillment of the Degree of Bachelor
of the Arts**

April 2022

Remerciements

J'adresse mes sincères remerciements à tous mes professeurs pour leurs mots d'assistance, leurs écrits, leurs collaborations, leur temps dédié à m'aider et leurs confiances en mon succès. À mes parents, merci pour vos sacrifices mentaux et physiques que vous avez faits pour m'aider à réussir. Merci de me laisser vous appeler constamment et d'être là quand j'en ai besoin. Merci pour vos mots d'encouragement et amour, je vous aime de tout mon cœur. À mes amies, merci de me distraire quand j'ai besoin d'une pause, et de rigoler, chanter, pleurer et grandir à mes côtés. Vous avez des grands cœurs généreux qui vous aident à réaliser tous vos rêves. Vous me manquerez trop. Finalement, merci à mon frère, Oliver. Tu es la personne la plus brave, généreuse et chaleureuse que j'ai eu l'honneur de connaître. Tu es mon meilleur ami et ma personne favorite. Merci pour toujours avoir de la compassion et des conseils, ta sagesse est incroyable.

Résumé

Le Rassemblement National, avant connu comme le Front National, est devenu un des partis politiques les plus importants dans la politique française, avec son leader, Marine Le Pen, comme une figure influente. Les tactiques politiques de l'extrême droite perpétuées par le Front National, sont notamment les peurs créées sur la laïcité, la migration et 'l'islamisation' de la société française, ont commencé à être des politiques communes utilisées par plusieurs côtés de l'échiquier politique. En voyant l'évolution historique et contemporaine des politiques françaises et la popularité du Front National, on peut trouver la raison pour laquelle des sujets comme la 'francité' et la laïcité sont devenus partie intégrante du système politique général français. Des crises économiques, sociales et migratoires ont été instrumentaux dans l'évolution vers des politiques identitaires, et la popularité du sujet a aussi créé un vouloir de se concentrer dans la francité dans le droit. La croissance de la prééminence de l'extrême droite dans les politiques nationales françaises montre une incapacité de la France à coexister avec les nombres augmentant des migrants et la rupture des anciennes définitions de culture et société.

Table des matières

Remerciements	1
Résumé	2
Table des matières	3
Introduction	4
Partie 1 : Brève histoire des politiques en France après la deuxième guerre mondiale	10
Le Front National	10
Citoyenneté	18
Discrimination Positive	22
L'assimilation et l'homogénéité culturelle	24
Le 21 ^e siècle avant 2007	26
Partie 2 : Les politiques contemporaines et la puissance du Front National	29
L'élection de 2007 et l'ère de Sarkozy	29
Laïcité and et la religion pendant l'ère de Sarkozy	33
2011 et la transition de dédramatisation de Marine Le Pen	36
L'Évolution de l'immigration, religion and laïcité après 2011	41
Partie 3 : L'ère 'Macron' et l'époque contemporaine	46
Emmanuel Macron et l'évolution du libéralisme centriste	46
Les Gilets Jaunes et le déclin du nouvel ordre 'Macron-iste'	50
Le nationalisme	54
Conclusion	56
Bibliographie	61

Introduction

Dans les débats politiques nationaux en France, le sujet dont on parle le plus sont les élections de 2022. Ces élections sont définies par des conversations culturelles et politiques du public, principalement sur la francité¹, l'immigration et le nationalisme. Aujourd'hui, par exemple, le média embêté par des grandes figures de l'extrême droite, surtout Marine Le Pen et Eric Zemmour, qui ont un succès politique considérable, et qui véhiculent des idées radicales, xénophobes et discriminantes. Mais l'extrême droite a toujours eu une place important dans la politique française culturelle, ordinaire et quotidienne, dans les discours du public sur l'être de la culture française et comme elle doit être. Avant les années 2000, des discours identitaires, comme la race, la laïcité et l'immigration, n'avaient pas une grande place permanente dans la politique française. Mais avec l'agrandissement électoral et la dédramatisation de l'extrême droite, les discours politiques ont évolué vers des discours identitaires et la question économique est devenue secondaire. Pour analyser comment la France a pu accueillir des politiciens de plus en plus radicaux et décomplexés, il est important d'analyser comment les discours toujours liés avec l'extrême droite se sont adaptés et sont entrés dans les discours nationaux socioculturels.

L'admission du rôle du nationalisme français dans la politique française avait un espace dans les discours universitaires. En revanche, dans les discours politiques, dans les campagnes électorales ou les discours de l'Assemblée, les conversations sur le nationalisme français sont très récentes. Sous le président Nicolas Sarkozy, entre 2007 et 2012, des discours sur le nationalisme et l'identité française comme l'immigration, la citoyenneté et l'assimilation ont commencé à dominer les débats politiques, en particulier avec la formation des lois, des plus, des scandales et discours publics. Il est important de noter que ces formations des discours politiques sont

¹ L'identité nationale française

récentes et n'avaient pas une place notable dans les discours politiques avant les années 2000.

Bien qu'il y ait des discours sur des sujets qui dominent les politiques d'aujourd'hui, c'était toujours 'tabou' de discuter des différences raciales et religieuses avant le XXI^e siècle. Au début des années 2010, la conversation politique quotidienne était centrée sur le nationalisme et l'identité française, des sujets jamais abordés de cette manière avant. La transition vers les politiques identitaires commençait par la dominance de l'extrême droite française et les sentiments extrêmes dans l'électorat français. Ces sentiments, causés par un mélange de raisons économiques et sociales, ont commencé à diriger les discours politiques nationaux. Le parti du Front National (aujourd'hui le Rassemblement National) est l'exemple le plus parlant, un parti qui a énormément influencé les politiques nationales.

Bien que l'extrême droite en France ait beaucoup de littérature écrite sur elle dans ces dernières quarante années, il y a un manque de recherche sur l'impact de l'extrême droite dans la politique nationale. En particulier, il y a un manque de recherche sur l'effet de l'extrême droite contemporaine sur les discours politiques dans le courant dominant, notamment sur le rôle de la francité dans les débats sur la politique identitaire. Surtout, les travaux de Pierre-André Taguieff, Ariane Chebel D'Appollonia et William R. Brubaker ont eu un grand effet sur le discours sur le rôle de l'extrême droite, et en particulier, le Front National dans la société et la politique française. Pierre-André Taguieff, un des spécialistes de l'identité française, a écrit une variété des livres et articles sur le rôle des Français vers des migrants dans les années 1980 et 1990. Les conclusions de Taguieff sont importantes pour comprendre comment les discours identitaires ont changé dans les dernières trente ou quarante années.

Le travail de recherche d'Ariane Chebel D'Appollonia, en particulier "Immigration, Economic Interests, and Politics" dans son livre *Frontiers of Fear: Immigration and Insecurity in the United States and Europe*, explique l'évolution des débats de l'immigration en France pendant les dernières vingt années. Mais les analyses de D'Appollonia ne discutent pas du rôle joué par le concept de francité. Les œuvres académiques de William R. Brubaker sont aussi très connues dans les discours académiques sur l'immigration et la tension culturelle en France. Dans son article, "Être Français, Cela Se Mérite": *Immigration and the Politics of Citizenship in France in the 1980s*", Brubaker montre comment le discours sur l'immigration et la citoyenneté ont changé en France, et comme le Front National et l'extrême droite en général ont dicté ce débat. La perspective de Brubaker est très importante, en particulier pour comprendre les degrés du changement depuis les années 1980. Les œuvres de Brubaker, D'Appollonia, et Taguieff sont utiles pour comprendre le rôle de l'extrême droite dans des politiques identitaires à la fin du XXI^e siècle, mais pour continuer leurs discours académiques, c'est nécessaire de voir les changements dans la politique française, et comme des nouvelles idées ont transformé le paysage politique français.

Bien qu'il y ait plein d'articles et livres académiques sur l'immigration, la laïcité et l'extrême droite française, il n'y a pas d'investigation spécifique sur la francité contemporaine. Une analyse de l'effet de l'extrême droite sur la francité est utile pour expliquer le paysage politique français contemporain. En analysant l'évolution du Front National comme parti de l'extrême droite, des événements et moments importants dans le discours de la politique française, et comme le Front National a bénéficié de ces événements, c'est possible de montrer comment les politiques français ont vu une augmentation de pouvoir électorale et politique de l'extrême droite. Les discours politiques généraux en France ont été influencés par l'importance

de la francité dans les politiques électorales du Front National. L'utilisation de la francité par le Front National et le succès électoral de l'extrême droite dans les dernières décades.

Pour montrer le changement de la politique générale vers la politique utilisée par l'extrême droite, il est nécessaire d'avoir une chronologie commençant en 2007, avec les élections nationales dont Nicolas Sarkozy a gagné, pour montrer le commencement de l'utilisation des tactiques du Front National dans la droite. En commençant en 2007, on peut montrer l'évolution du Front National comme parti anti-républicain, peu fréquentable, très abrasif et hors du système à un des partis les plus populaires du pays. En terminant en 2019, ça nous aide à voir la France avant la pandémie de Covid-19, et à voir une image plus claire de la politique nationale pendant cette époque, avant les changements dramatiques sanitaires. En analysant la période entre les élections présidentielles de 2007 et les dernières élections européennes de 2019, il est possible d'examiner le changement que le discours national et public a fait dans les dernières décades. Cette période d'analyse aussi nous laisse voir le développement du Front/Rassemblement National avec la transition de son leader, Marine Le Pen, en 2011, et aussi nous permet d'observer comme des moments importants dans la politique française comme la crise migratoire et les attentats terroristes de 2015, les élections de 2017, et le mouvement des Gilets Jaunes a augmenté le rôle des politiques identitaires. C'est très important de rechercher quand et comment l'extrême droite a la capacité d'influencer des politiques d'une nation parce que c'est peut-être un signe d'un récidivant de la démocratie.

La France sert comme cas unique et intéressant d'étudier aussi pour le rôle de la colonisation en influencer l'immigration actuelle et le rôle de la laïcité. La colonisation française des pays d'Afrique du Nord et subsaharienne, et l'augmentation migratoire contemporaine affectée par des souffrances économiques et politiques dans ces anciennes colonies a créé une

tension grandissante entre la culture française laïque et les migrants musulmans, une tension qui est exploitée par l'extrême droite. L'expansion coloniale de la France entre le XV^e et le XIII^e, et particulièrement, la colonisation de l'Algérie a fait que la France reste une destination migratoire attractive à cause des similarités linguistiques et l'histoire coloniale entre les deux pays. Mais pour les migrants qui arrivent en France, il y a clairement une tension religieuse. La création de la laïcité dans la Révolution Française et l'évolution contemporaine de la popularisation des politiques laïques ont fait que la France serve comme un exemple très particulier de comment le peuple, et les politiciens, on pouvait utiliser la laïcité pour condamner l'immigration et a évolué la formation une identité nationale tout autour l'importance de la laïcité. Par exemple, les élections présidentielles de 2007 ont changé les discours d'après, quand Nicolas Sarkozy a utilisé des tactiques électorales, comme des discours plutôt nationalistes, jamais utilisés hors du Front National pour attirer des électeurs plus à la droite. Cette tactique réussissant est utilisé à l'extrême droite, la droite républicaine, et quelques fois à la gauche, et est devenue partie du discours politique général.

Adoptant la France comme un cas d'étude entre les années 2007 et 2019, c'est possible d'analyser comme la francité a évolué pour être appropriée et définie par l'extrême droite. De plus, en voyant les changements de la centralité de la francité et la religion dans les discours politiques, et le succès de ces discours, ce sera clair l'évolution des priorités politiques en France, et comme le Front National a utilisé ce changement pour augmenter son soutien. En plus, l'augmentation du soutien de l'extrême droite montre une normalisation de la discrimination et du racisme. Aider par des crises économiques et sociales, et aussi par le changement des priorités de l'électorat, le Front National a pu influencer et changer les enjeux du discours politique en France grâce à des crises politiques et sociales comme l'affaire du foulard de 1989 ou la crise

migratoire de 2005, et grâce à l'utilisation des politiques *frontistes* par des autres partis politiques.

Tout d'abord, il est important de voir comment les discours du Front National se sont développés pour occuper une place de plus en plus importante dans les discours nationaux en France. Pour faire cette analyse, il y aura une première partie dédiée aux politiques les plus influencer de la fin du XX^e siècle et voir pourquoi la chronologie contemporaine qui va être analysée dans cette thèse est si importante. Notamment, les effets de l'affaire du foulard et des nouveaux débats sur la citoyenneté ont été instrumentaux dans le développement de la politique générale française contemporaine, et ont été utilisés par même l'extrême droite comme les autres parties de l'échiquier politique récemment.

Les deuxièmes et troisièmes parties de la thèse vont explorer la chronologie, les événements et les personnages importants, et les questions politiques les plus notables de cette période. Ces deux parties exploreront des crises importantes des dernières quinze ans, spécialement la crise migratoire de 2015 et les manifestations des gilets jaunes de 2018, et vont voir l'évolution de l'électorat avec des sondages et les changes dans les discours des parties et politiciens. Les deux partis seront divisées dans la chronologie. La deuxième partie montrera comme les élections de 2007 et Nicolas Sarkozy ont placé des discours de l'extrême droite dans le courant dominant. La troisième partie est plus contemporaine et examinera le rôle de Macron, les gilets jaunes et la campagne de la dédramatisation de Marine Le Pen dans l'augmentation du soutien de l'extrême droite.

Partie 1 : Brève histoire des politiques en France après la deuxième guerre mondiale

a. Le Front National

Après la deuxième guerre mondiale, la France, comme le reste de l'Europe, était dans une époque de reconstruction. Aidée par le Plan Marshall américain, la France a eu une grande expansion économique immense pendant les trente années après la guerre, nommée les Trente glorieuses. À cette époque, l'identité nationale essaye se reformer vers une identité historique et culturelle, mais pas intégral à la société française quotidienne. Il y avait une sensation de retourner à la normalité française, mais, des tensions augmentent dans les colonies françaises, notamment l'Algérie, ont commencé à dominer les discours politiques.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la France était divisée en deux, une partie réglementée et contrôlée par les Nazis, et le sud, gouverné par le gouvernement de Vichy, une marionnette alliée avec les Nazis. Le gouvernement de Vichy, avec Philippe Pétain comme dirigeant, a eu une idéologie ultranationaliste (Roman-Amat 2012). Avec la devise "travail, famille, patrie", le gouvernement *pétainiste* a remplacé la devise française "liberté, égalité, fraternité", créée par les révolutionnaires de la Révolution Française (Roman-Amat 2012). Donc pendant la guerre, la France a été aussi gouvernée par un régime fasciste qui a renforcé des notions extrêmes de l'identité française. Après la guerre, la reconstruction du pays a inclus une reconstruction de cette identité nationale corrompue.

Le général exilé Charles de Gaulle est retourné en France après la guerre pour créer la cinquième république (Derderian 2002, 29). La reconstruction de la France pendant les premières décades après la deuxième guerre mondiale est aussi directement associée avec des tensions montantes en Algérie. La guerre d'Algérie, qui a débuté en 1954, a d'abord été ignorée par le

gouvernement Français (Martin 2005, 51 ; Derderian 2002, 29). La croyance en France que “l’Algérie est la France” était complètement mise à mal et la guerre a créé un changement radical dans la perception des mythes orientalistes² sur l’Algérie qui sont devenu parti de l’identité national français avant la guerre (Derderian 2002, 32). Cette division des idées de la nation française en deux à cause une restructuration de l’identité nationale qui a continué pendant les trente glorieuses, jusqu’à la crise économique de 1975.

En France, le sujet de la race a bouleversé depuis son ère de la colonisation. Des mythes sur les Franco-Maghrébins de l’Algérie étaient spécialement dangereuses. La France a eu une vue orientaliste de la ‘race’ algérienne en la décrire homogène, sans vraiment analysant les diversités linguistiques, sociales et culturelles (Gill-Khan 2018, 20). Ses stéréotypes sur des Algériens, et en particulier sur la religion musulmane, sont toujours utilisés dans les discours politiques en France. Après la guerre Franco-Algérienne, la législation française a reconnu pas la race, et les victimes du racisme n’ont pu pas challenger le racisme, la violence raciste ou l’oppression législative (Gill-Khan 2018, 21). Le regard orientaliste reste dans la mentalité française, et la sexualisation et l’érotisation des femmes Franco-Maghrébines cause toujours des tensions entre les Français et les Franco-Maghrébins, qui reste les ‘autres’.

Le racialisme des colonies français, notamment l’Algérie, a été aussi impératif dans la construction du système universaliste républicain typique français. Dans la deuxième vague de la colonisation française, en opposition a des autres colonies protectorats françaises comme le

² L’orientalisme, un terme créé par Edward Said dans son livre du même nom *Orientalisme* (1978), est une fascination et des fois fétichisation des cultures différentes du Moyen-Orient, Afrique du Nord et l’Asie pendant la formation des colonies françaises et anglaises (O’Reilly 2001, 51-52). En France, l’Algérie était une grande source de la mystique orientaliste, notamment avec la fétichisation des Algériens et de la nation Algérienne comme un désir interdit (O’Reilly 2001, 48). Après la colonisation de l’Algérie, cet orientalisme est devenu une extension de l’image nationaliste Française, qui ne reconnaisse pas la vraie nature de la culture algérienne, mais qui renforce la croyance de la France comme hégémonie culturelle (O’Reilly 2001, 51-52). L’orientalisme de la culture et ‘race’ algérienne est devenue une ‘islamophobie’ dans le fin du XX^e et début du XXI^e siècle avec le mythe de l’expansion religieuse et culturelle a créé un renforcement des lois excursionnistes pour protéger les frontières physiques et idéologiques européennes (Damir et Späti 2019, 137).

Maroc et la Tunisie, l'Algérie, déclare un territoire français, a créé un lien extrêmement proche entre la possession de l'Algérie et la vision de la république française (Loughlin 1993, 153 ; Gill-Khan 2018, 45). La décision de faire la colonie de l'Algérie une partie intégrale de la république française n'a changé pas les lois de la citoyenneté. Les Algériens musulmans et juifs sont donnés des droits différents ensuite inférieurs, est quand, en 1870, les juifs sont naturalisés, les Algériens musulmans sont restés inférieurs dans les lois de la citoyenneté française (Weil 2008, 219 ; Gill-Khan 2018, 46). Cette division à la ligne religieuse était très importante en créant une idéologie de la supériorité française, culturelle et religieuse qui continue jusqu'à aujourd'hui.

En 1972, la France a promulgué une loi contre le racisme été unanime dans l'Assemblée Nationale et le Sénat les deux (Bleich 2003, 114). La loi a créé des pénalités criminelles et pas civiles contre le racisme, mais la loi n'était pas consciente des nécessités particulières des différents groupes raciaux et a promu une lutte contre le racisme prive à la place des systèmes publics (Bleich 2003, 115). Cette 'solution au problème' du racisme n'a pas implémenté les changes nécessaires pour combattre le racisme. En particulier, l'immigration n'avait pas une grande place dans les discours politiques sur la race et le racisme jusqu'après la loi de 1972.

La marche des 'Beurs' en 1983 montre les hautes tensions entre la culture 'française' et celle-la des immigrants, qui n'était pas reconnus comme parti de la culture hégémonique (Gill-Khan 2018, 43). Cette marche aussi montre l'incapacité du gouvernement française a implémenté une favorable politique sur l'intégration sociale. Avec la maintenance des politiques républicains traditionnels comme le pinacle de la politique française, la France efface les luttes pour l'égalité des Franco-Maghrébins et des autres minorités raciales (Gill-Khan 2018, 43). Les principes républicains de plus révolutionnaires français ne laisse pas une reconstruction du

système politique pour combattre le racisme, parce qu'il n'y a pas une reconnaissance des différences raciales ou identitaires hors de l'identité française (Weil 2008, 24 ; Gill-Khan 2008, 44).

Avec la crise économique de 1975, les Trente glorieuses se terminent. Bien que l'économie française n'était pas aussi bonne qu'avant, des débats politiques ont commencé à encercler les questions telles que l'immigration, la religion et la laïcité. Au commencement des années 1980, il y avait aussi des discours sur l'identité nationale qui avaient formé dans la droite et l'extrême droite (Koukoutsaki-Monnier 2010, 1).

L'extrême droite, notamment le Front National a pu marquer la politique nationale, avec une prépondérance des discours frontistes qui apparaissent au fin du XX^e siècle. Fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972, le Front National était considéré comme un parti politique marginal sans influence sur le système politique français. Mais au début des années 1980, ils ont commencé à gagner des élections régionales, comme l'élection municipale à Dreux en 1983 et des élections européennes de 1984 (Winock, 87). Le Front National, depuis sa création, était un parti nationaliste "fermé", que veut dire que le Front National était toujours très sensible vers des menaces apparentes à la culture française.

Il est important de noter que le mondialisme a commencé à avoir plus d'influence dans les politiques internationales françaises, avec la consolidation de l'Union Européenne et de l'influence d'OTAN. À cette époque (jusqu'au début du XXI^e siècle), le parti se définit comme anti-système (Davies 1999, 3-4). La croissance de ces organisations et acteurs politiques internationales, et l'importance augmentent de la coopération économique a causé une grande division économique, sociale et politique entre le peuple français. Il y avait une évolution des

idéologies développées au fait par deux extrêmes, le nationalisme (c.-à-d. Le vouloir de la primauté nationale), représenté par l'extrême droite et le cosmopolitisme (c.-à-d. Le vouloir d'agrandir le rôle du globalisme dans la politique et l'économie nationale), représenté par le système politique française général, même la droite gaulliste comme la gauche socialiste (Davies 1999, 57). Cette croyance est très liée au populisme, puis la dichotomie du Front National entre les nationalistes et les cosmopolites est utilisée comme la base du rhétorique populiste et basé sur la question de qui est français (Davies 1999, 57). Le populisme du Front National créé dans les années quatre-vingt n'ont pas juste influencé le Rassemblement Nationale (nom change en 2019) d'aujourd'hui mais aussi les politiques nationales.

Jean-Marie Le Pen a créé son image sur l'idée d'être antagoniste, abrasif, et hors du système et sa popularité était basée sur ses caractéristiques. Avec la formation du Front National dans les années 1980, le concept de national-populisme, est utilisé beaucoup par l'historien Pierre-Andre Taguieff, a commencé à être utilisé par référence aux tactiques de Jean-Marie Le Pen (Winock, 77). Bien que le Front National dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a fondé une image du parti plébéien, le Front National n'était pas juste pour les ouvriers, mais aussi des "les classes moyennes traditionnelles (artisans et commerçants) que les classes moyennes salariées" (Winock, 88). Aujourd'hui, la classe sociale est toujours une des scissions adoptées par Marine Le Pen et le Rassemblement National. Avec la crise économique de 2008 ensuite les insécurités économiques des années 2010, Marine Le Pen a pu réussir comme une candidate populiste, contre les élites de Paris ainsi que de Bruxelles.

Le nationalisme-populisme du Front National a eu beaucoup de soutien dans quelques groupes radicaux, spécialement avec les catholiques fondamentalistes de la France (Davies 2010, 577). Entre les années 1980 et 1990, le Front National a utilisé l'image de Jeanne d'Arc pour

attirer un électorat catholique et conservateur. En ‘protégeant’ la famille traditionnelle française des avortements, de l’homosexualité et de la vie séculaire. Curieusement, le Front National ne se présente pas comme un parti catholique ou religieux, mais comme autant séculaire que la gauche (Davies 2010, 577). Cependant, la philosophie frontiste de la préservation d’un ordre naturel, et la réhabilitation du code éthique et moral de la France montrent une connexion avec le conservatisme religieux de la France (Davies 2010, 577). Néanmoins, avec la croissance de l’immigration musulmane, le Front National changera leur philosophie plutôt vers la préservation et protection de la laïcité et la famille ‘Française’ contre l’islamisation de la société française.

L’immigration a aussi commencé à être introduite dans le discours plus général à cette époque. Après la deuxième guerre mondiale, la migration était concentrée sur des vagues de migrants-travailleurs, qui arrivaient sans leurs familles, donc ils étaient des travailleurs temporaires pour reconstruire la France. La majorité de ces migrants provenait des colonies françaises, notamment l’Algérie. Au début des années 1970, les migrants ont commencé à arriver avec leurs familles et à rester en France de manière permanente. Aussi, la croissance économique vue pendant la reconstruction française, appelée les Trente glorieuses a fini avec la crise économique de 1975, et des migrants n’étaient pas nécessités ou voulus par la France. Dans les années 1970 et 80, il y avait un renforcement de l’idée de renvoyer les migrants dans leurs pays d’origine (Gastaut 2007, 19). Entre 1970 et 1981, il y a eu une création des motivations politiques et économiques pour que les migrants ‘temporaires’, spécialement des Algériens, quittent la France et retournent chez eux (Simon and Lynch 1999, 457 ; Zimmerman 1995). Deux années après la fondation du Front National, en 1974, le président de la république Valéry Giscard d’Estaing décidait la fermeture des frontières aux étrangers” (Gastaut 2004, 116). Cette fermeture a causé des grands débats sur le rôle de la France comme un pays humaniste. Par

exemple, en 1988, une moitié des demandeurs d'asile sont rejetés par la France (Simon and Lynch 1999, 457). Ce rejet des migrants entraîne une dépression économique et une peur des énormes vagues des migrants a eu un grand effet dans des politiques futurs sur la migration. Bien que la migration commence à avoir plus de prépondérance politique, le nouveau parti le Front National commençait a intégré plus la migration dans ses discours.

Les politiques anti-migratoires n'apparaissent pas seulement à l'extrême droite, mais sous pression du Front National, la droite, comme l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, ont utilisé des mots comme 'invasion' par décrire les vagues de l'immigration des années 1980. La gauche pendant cette époque n'a pas eu les mêmes stratégies d'adopter des rhétoriques *frontistes*, mais des présidents comme François Mitterrand ont laissé des lois sur l'entrée des migrantes en France strictes (Ogden 1993, 108).

Dans les élections européennes de 1984, le Front National a utilisé le slogan "Deux millions de migrants causent deux millions de Français sans travail", montrant que les années quatre-vingt ont vu une nouvelle vague contre la migration (d'Appolonia 2012, 241). Le Front National a vu son premier grand succès, avec 11 % des voix. En 1988, le Front National a vu un succès national, et Le Pen a eu 14.4 % du vote dans le premier tour des élections présidentielles. Dans les années 1990, le Front National a eu des résultats similaires avec 12.5 % du vote dans les élections législatives de 1993, et 14.9 % dans les élections de 1997. En 1995, Le Pen a reçu 15.5 % du vote dans l'élection présidentielle (d'Appolonia 2012, 241-2). On voit qu'avec le changement des discours politiques vers la migration, le Front National a pu avoir plus de succès avec leur point de vue plus extrême. Cette augmentation stable de pourcentage du soutien montre aussi le succès du Front National sur la formation des discours même dans le public que dans des autres partis politiques.

Les années quatre-vingt ont aussi vu des transitions dans le rôle de la race dans les politiques de la droite et de la France en général. Le Club de l'Horloge, associé avec le Front National, a commencé à utiliser plus le racisme «culturel» dans les années 1980 aussi, il semble que depuis quelques années le racisme biologique ait opéré un retour en force dans l'espace public en s'appuyant notamment sur l'utilisation des tests ADN" (Amselle, 5). Cette transition est intéressante parce que le langage du racisme a commencé à changer vers la culture, quelque chose qui est considéré comme pouvant "disparaître" avec l'assimilation. On voit au début du XXI siècle que la conversation sur l'assimilation commence à être un des plus importants dans le débat national français.

Sous Jean-Marie Le Pen, le parti a adopté une politique du '*nationalisme adversaire*' pour faire déplacer la conversation nationale à la droite. Cependant, cette stratégie a fait que le Front National n'était jamais perçu comme parti dans le système ou comme une partie de la conversation dans la politique générale. Aussi il y a toujours une connexion entre le nationalisme, l'assimilation et l'idée de l'adoration de la nation.

Avec des tactiques comme l'idée que l'Union Européenne affaiblit la France, et que la France est facilement humiliée et détruite par des influences des migrants, le Front National crée un monde auquel les influences "non-français" ont la capacité de détruire la France, pour installer la peur dans le public français de souche (Davies 1999, 57). Le nationalisme *lepeniste* (c.-à-d. Des idées des deux Le Pen avec le soutien du Front National) n'est pas universelle, mais individualiste. Cette politique pouvait attirer beaucoup des personnes, indépendamment du genre, de la classe, de la race ou de l'âge. Cette universalité est une particularité qui peut expliquer le succès du Front National. Le discours du Front National toujours ont des sections plus spécifiques, centrer sur quelque groupes différents, créant une solidarité entre

spécifiquement des classes différents (Davies 1999, 59). Des sujets du Front National, comme la migration et la classe, n'étaient pas juste des politiques de l'extrême droite, cependant le Front National a formé les débats, spécialement sur la migration.

Des présidents de droite comme Valéry Giscard d'Estaing, dans les années 1970, et Jacques Chirac, dans les années 1990, ont utilisé la rhétorique sur la migration créée par le Front National pour augmenter leur soutien électoral. Mais le Front National, à cette époque, ne dictait pas la nécessité d'être républicain ou modéré. À cette période, bien qu'il y ait un échange des idées, il n'y avait pas une similarité de dialogue sur l'immigration entre la droite et l'extrême droite. Par exemple, Chirac a proposé des changes aux lois de citoyenneté, mais le dialogue sur l'immigration n'était pas autant violent que celle du Jean-Marie Le Pen (Ogden 1993, 108).

b. Citoyenneté

Après la Révolution Française, le vouloir pour l'égalité a dirigé une politique de similitude et homogénéité. Cette homogénéité est créée avec la formation du français comme la langue officiel et la création du Concordat de 1801, pour séparer l'Église catholique et l'État (encyclopedia.com). L'assimilation est un mot puissant dans la littérature politique française. Depuis la Révolution, la politique de l'assimilation n'a jamais était vue comme une politique très positive, mais en France, le lien entre l'assimilation, le républicanisme jacobin et les vues hémogéniques brutales sont toujours puissantes. C'est lien fait que la France a cherché des autres formes d'intégrer des migrants à la culture française (Brubaker 2001, 533).

Dans son livre, *Imagined Communities*, Benedict Anderson explore la construction de la nation, comme elle est reconnue aujourd'hui. Les nations ont développé l'idée de la citoyenneté et du nationalisme, d'une communauté en commun partagé par tous qui existent dans des

frontières construites. La nation est trop large pour connaître tous ceux qui en habitent, donc la communauté nationale est imaginaire, construite et pas fixe. La France n'est pas différente, la nation française contemporaine était construite pendant la Révolution Française avec des idées, notions spécifiques de la formation de la nation française et qui est reconnue comme Française.

La citoyenneté 'à la française' a commencé avec la Révolution Française et le développement de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789. Cette déclaration a créé une séparation intrinsèque entre les droits universels de l'homme et ceux du citoyen, qui était garantie des droits "parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi" (Art 11). Cette déclaration place le citoyen au-dessus de l'homme et créait une division entre l'idée de 'français' et 'étranger' qui sera importante dans les politiques du fin du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

Aussi, il y avait une peur dans les partis à gauche qu'un gouvernement socialiste pouvait être vu comme trop indulgent avec l'immigration, et avec l'émergence d'une politique différentielle à gauche et le pouvoir du Front National à gauche ont influencé les élections législatives de 1986 (Brubaker 1990, 138). L'augmentation de soutien des tactiques frontistes sur la migration soutenue par la droite étaient très réussies. Par conséquent, les élections législatives de 1986 ont vu des parties de la droite centriste proposant des politiques jointes pour réprimer les acquisitions 'automatiques' de la citoyenneté (Brubaker 1990, 138). Les élections de 1986 ont vu une augmentation grande des sièges allés à la droite, de 32,18 % en 1981 à 50,43 % en 1986, et une diminution de ceux à gauche de 67,82 % en 1981 à 43,5 % en 1986. Il y avait aussi une augmentation de l'extrême droite dans l'Assemblée Nationale, avec 6,07 % des sièges en 1986, la première année qu'ils avaient des sièges (France politique). Clairement, Jean-Marine Le Pen et le Front National étaient instrumentales dans cette période, parce que, comme le chef du parti qui a

gouverné la conversation de la citoyenneté, il a fait que les autres partis à la gauche puis la droite ont eu des difficultés en formant une politique similaire, parce que le dialogue de Le Pen était très radical et abrasif (Brubaker 1990, 161).

Dans les années 1980, les débats sur l'immigration ont commencé à former plus sur la conversation de qui est un citoyen et qui doit l'être. Les lois de la citoyenneté de 'jus soli'³, par exemple, ont été attaquées par la droite. Jean-Marie Le Pen a déclaré, "Être Français, cela se mérite", et a mis de la pression sur des partis de la droite centriste pour changer leur politique. Avec un grand afflux de la population des issus d'immigration Nord-Africains, il y avait une peur d'une augmentation de l'Islam comme la religion la deuxième plus grande de la France.

Les vues sur la naturalisation en France ont une histoire intéressante et sont très importantes par leur connexion aux politiques sur la migration. Avant le gouvernement de la droite de Jacques Chirac de 1986-88, les lois sur la citoyenneté concernaient juste 'jus soli'. Chirac a voulu limiter ces lois et les adapter à une politique plus vers 'jus sanguinis'⁴, mais il n'a pas eu l'opportunité. Néanmoins, curieusement, ce n'était pas la droite extrême ou la droite centrale qui ont été les premiers en opposant les lois 'jus soli', mais c'était la gauche qui en voulant supporter des griefs des migrants et issus de l'immigration Algériens (Brubaker 1990, 139). Mais en même temps, le mouvement contre 'jus soli' peut être vu comme une attaque nationaliste contre l'immigration nord-africaine et une peur de l'augmentation du pouvoir de l'Islam en France. Cette dévotion de la citoyenneté est une direction normale nationaliste, qui avec l'augmentation de migrants, voulait protéger les idées de la nation contre ceux qui sont vus comme différents (Brubaker 1990, 143).

³ Citoyenneté déclarée par où on est né, aussi nommé '*ius soli*'

⁴ Citoyenneté déclarée par d'où on a des origines, aussi nommé '*ius sanguinis*'

Autre problème sur la citoyenneté était le fait que beaucoup des jeunes issus de l'immigration qui avaient une double nationalité ont vue la nationalité française comme obligatoire, et pas identitaire, comme la nationalité qu'ils ont obtenu de leurs parents. Clairement, la possibilité de deux nationalités, et d'une relation négative ou neutre avec la nationalité française à cause plein de peur dans même la gauche comme la droite.

Bien que la gauche n'est pas contre l'immigration ou des issus de l'immigration, cette ambivalence contre la France et contre les valeurs français républicains, et ne peut pas être soutane par les partis, montrant une complexité autour le soutien des politiques de 'jus soli'. Des partis contre 'jus soli' ont utilisé cette ambiguïté et des fois hostilité contre leur nationalité française pour dire que la citoyenneté française doit être voulu. Les partis de la droite ont employé cette progression pour dire qu'être français doit être quelque chose important dans l'identité (Brubaker 1990, 146-147). Autre argument appliqué par la droite contre 'jus soli' était que les issus de l'immigration sont incapables d'assimiler dans la culture française. Les raisons pour cette incapacité étaient, en premier, les issus de l'immigration ne veulent pas s'assimiler ; deux, les politiques faisant l'assimilation plus difficile ; et trois, les migrants de cette époque ont une culture plus distante qu'avant (Brubaker 1990, 148). Ce débat sur l'assimilation des certains migrants continue jusqu'à aujourd'hui, notamment avec les discours sur l'Islam.

En 1990, la loi française de 'jus soli' a eu deux provisions, l'Article 23, qui donne la citoyenneté aux issus de l'immigration de la troisième génération, et l'Article 44, qui donne la citoyenneté à des adultes de 18 ans, issus de l'immigration qui ont été né en France et ont vécu en France pendant cinq ans "provided that they have not opted out of French citizenship during the preceding year and that they have not been convicted of certain crimes *[pourvu qu'ils ne s'excluent pas de la citoyenneté française durant l'année avant et qu'il n'est pas condamné des*

crimes spécifiques]” (Brubaker 1990, 140). Cette loi, comme la loi qui a fermé les frontières en 1974, a montré un vouloir pour maintenir la France ‘française’. Ça veut dire, maintenir une population des Français qui désirent l’être, et qui vont participer au système politique, culturelle et sociale de la France. Cette protection de la francité de la France divise la population en France en deux, les Français et les autres, avec des divisions plus claires. Le Front National, par exemple, utilisera cette division entre les Français, ceux qui décident d’être français et ceux qui le refusent.

c. Discrimination Positive

Le 3 décembre 1983, le “Marche pour l’égalité et contre le racisme” arrive à la Place de la Bastille à Paris avec plus de 100.000 personnes, après le commencement de la marche à Marseille six semaines avant (Beaud et Masclat 2006, 1). La majorité des marcheurs étaient issus de l’immigration algérienne, une raison pour laquelle le marche était aussi nommé le ‘Marche de Beurs’. La marche a dominé le média pendant les semaines après, et le président de l’époque, François Mitterrand, a leur promis des permis de résidence de dix ans, et des plus graves punitions par des crimes racistes (Beaud et Masclat 2006, 1). La marche n’était pas seulement intégrale aux discours sur l’immigration de l’époque, mais aussi dictèrent les débats futurs sur les droits des migrants et la discrimination positive dans le XXI^e siècle et seront intégrales dans les émeutes de 2005 après les morts de deux jeunes migrants éboueurs. La marche a essayé de démontrer les problèmes qui ont ravagé des communautés des migrants en France, cependant ils ont aussi créé un débat sur comment aider ces communautés, pas aider nécessairement par le gouvernement.

Dans les années 1980, la France a commencé à implémenter et expérimenter avec des mesures de la “discrimination positive” dans des régions aujourd’hui appelées des zones

prioritaires. En particulier, la France a créé des mesures “dérogatoires du droit commun justifiées par la recherche d’une ‘parité sociale globale’ : avantages divers accordés aux fonctionnaires ; mesures de défiscalisation et primes accordées aux entreprises ; ‘préférence locale’ en matière d’accès à l’emploi, dès 1984, en Nouvelle-Calédonie.” (Calvès 2004, 16). Ces régions ont eu des bénéfices particulièrement sur l’éducation ou la France a décidé de prioriser ces zones qui avaient un pourcentage plus haut de chômage, pauvreté, et plus.

Des lois sur la discrimination positive ont commencé à être mis en place pendant les années 1990. La loi d’orientation pour l’aménagement et le développement du territoire de 1995, par exemple, “se présente comme une politique de développement ‘renforcée et différenciée’ à destination des zones les plus durement atteintes par des ‘handicaps géographiques, économiques ou sociaux’”(Calvès 2004, 20). Mais la discrimination positive crée toujours des divisions. Par l’extrême droite, il y a une formation d’une division des ‘vrais français’ qui n’ont pas besoin de l’aide, et les migrants, ou issus de l’immigration, qui abusent la sécurité sociale utilisant ce nouvel système de la discrimination positive. Ce aussi important de noter que par la droite, la discrimination positive est directement contre la notion de l’égalité française, forme pendant la Révolution, parce que les bénéficiaires de cette aide ont un avantage, ils sont reconnus comme spéciales par le gouvernement.

Avec des rapports publics et la création des zones d’éducation prioritaire par le Conseil d’État, le public français commence à s’accoutumer à l’idée de la discrimination positive. Cependant, il y avait toujours des tensions sur l’idée de la discrimination positive. Il n’y avait pas seulement une division de peuple, mais la division créée était perçue comme inégaux. Les bénéficiaires des lois d’*affirmative action* étaient les plus pauvres, et pas la classe moyenne, créant une insatisfaction dans le public général (Calvès 2004, 22). Pour cette raison, la

discrimination positive n'était pas lié avec une politique socialiste ou avec une forme de réparations économiques. La discrimination positive est intégrale en comprendre les augmentations des tensions des discours sur la citoyenneté et l'immigration, notamment les liens entre la pauvreté et les migrants. Ces discours sur les bénéficiaires de la discrimination positive ont commencé à bouger plus vers la francité et l'assimilation, montrant plus d'importance sur démontrant la francité de ces issus de l'immigration avant les aider. Toutefois, des discours sur la discrimination positive ont continué à adapter, particulièrement avec l'éducation.

d. L'assimilation et l'homogénéité culturelle

Dans les années 1970 et 1980, il y avait un mouvement des politiques différentialistes, contre le système républicain-jacobin de l'assimilation brutale. Le différentialisme, ou la préservation des différences sociales ou culturelles, a vu des mouvements apparaître même à la droite qu'à la gauche, avec une augmentation des croyances multiculturelles, antiracistes, égalitaires, et contre la xénophobie (Taguieff 1994, 66–67). Mais le différentialisme est aussi fixé à l'idée de maintenir des cultures différentes divisées, et de créer deux cultures séparées sans du mélange. Ces politiques se comparent à une ségrégation ou apartheid 'volontaire', avec la notion de séparé néanmoins égaux. Ces idées différentialistes étaient très attractive à la droite, spécialement l'extrême droite, qui peut utiliser le différentialisme pour créer une division entre les 'français' blancs et les 'autres' immigrants.

Bien que Jean-Marie Le Pen n'était pas partie des mouvements différentialistes, il était aussi influencé par ces idées, et il a appliqué ces idées pour ses tactiques politiques (Brubaker 2001, 536). Il a voulu créer une division culturelle et littérale avec une politique populiste entre les 'français' et les 'autres'. Ces politiques populistes seront adoptés par Le Pen par contredire

l'assimilation, disant que l'assimilation est impossible à cause des différences culturelles et raciales. Cette utilisation était connue comme le 'différentialisme culturiste' et était beaucoup plus appliqué comme politique en France (Brubaker 2001, 536). Le 'différentialisme culturiste' a influencé les politiques de l'extrême droite jusqu'aujourd'hui, et les connexions faites avec les divisions culturelles et les menaces au républicanisme, créant une culture qui ne peut pas changer vers l'équité.

En 1989, l'affaire du foulard a transformé le rôle de la laïcité dans la conscience française, et surtout les débats sur l'éducation. L'affaire, qui a concerné trois filles musulmanes de Creil qui ont été expulsées pour la porte du foulard. En novembre de 1989, le Conseil d'État a publié leurs avis, disant que la laïcité a une définition différente par des étudiants et des professeurs (Joppke 2012, 38). En 1985, deux sur trois Français sondés par un sondage de BVA ont pensé que la France était en danger de perdre son identité nationale. En 1989, 75 % des Français le pensaient (Hargreaves 1995, 151 ; BVA sondage dans *Paris Match*, 29 novembre 1985 ; BVA sondage dans *Paris Match*, 14 décembre 1989). Les vagues de migration des musulmanes et la prépondérance d'une expression apparente de leur religion qui ont commencé à augmenter depuis les années 1970 ont commencé à effrayer le public. La peur de l'islamisation de la société est utilisée notamment par le Front National, qui a utilisé la peur existant par dominé les discours sur la francité et l'importance de la culture et identité française. Cette peur de l'islamisation continue dans des politiques contemporaines, toujours sur la porte de le foulard, qui en avril de 2021 a été interdit par tout mineurs (Beardsley 2021).

Entre 1992 et 1999 il y avait 49 expulsions contestées par le Conseil, 41 qui était révoqué par le tribunal (Joppke 2012, 38). Fameusement, en 1992, l'affaire Montfermeil, qui a aussi résulté dans l'expulsion de trois filles musulmanes, cette fois en Montfermeil (proche à Paris) à

résulté dans un arrêt de l'avis de 1989, publié en novembre de 1992. Dans cet arrêt, le Conseil a déclaré la prohibition des foulards illégaux par la généralité des termes de l'expulsion (Joppke 2012, 39). Cette décision du Conseil était assez surprenante et considérée du sommet à la base, contre les décisions municipales sur comme condamne le foulard. Après cette décision de 1992, le Conseil a été critique de plus en plus pour ces décisions trop 'libérales' (Joppke 2012, 39). La division créée par les avis et arrêts du Conseil continuaient jusqu'au report Stasi de 2003, et la loi anti-foulard qui a été implémenté en 2004 (Joppke 2012, 43).

e. Le 21^e siècle avant 2007

Les élections de 2002 ont terminé avec le Front National au deuxième tour, la première fois qu'un parti d'extrême droite a l'accédé. Jean-Marie Le Pen a fini le premier tour avec 16,86 % du vote, et Jacques Chirac, le vainqueur éventuel, a été seulement trois points en haut avec 19,88 % (La Rédaction 2019). Les résultats des élections de 2002 ont montré que dans la politique française, le Front National était beaucoup plus populaire que prévu (Betz 2013, 1). Bien que le parti a eu beaucoup d'influence sur les discours généraux, notamment à la droite, pendant les dernières vingt années, le Front National a essayé de, lentement, forcer un changement de la politique républicain française et les deux cotes traditionnelles de la droite et la gauche (Shields 2005, 49) Mais les stratégies du parti politique de la droite, l'UMP (Union pour un mouvement populaire) dans des élections de 2002 et 2007 d'utilisé le même langage du Front National avec un mouvement vers le center a été toujours réussissant (Shields 2005, 49).

La monte au pouvoir de l'UMP, en particulier entre 2002 et 2007, a vue une tactique d'essayer d'enlever la dominance que le Front National avait sur l'immigration. Dans cette époque, l'UMP, avec la présidence de Jacques Chirac et la candidature de Nicolas Sarkozy, ont

eu du succès en centre leurs manifestes et discours sur les dangers de l'immigration et l'islamisation de la société française, pour attirer les électeurs du Front National qui étaient en pleine croissance. En suite, des lois plus strictes contre la réunification familiale et des restrictions sur la naturalisation faite par Nicolas Sarkozy, le Ministre de l'Intérieur pendant cette époque, ont fait que le Front National n'avait pas de pouvoir sur la politique nationale de la même façon qu'avant. Sarkozy a utilisé la même tactique durant sa candidature présidentielle pour les élections de 2007, et le Front National a pu pas attirer le même niveau d'intérêt qu'en 2002 (d'Appolonia 2012, 243). Cette tactique aura du succès électorale, avec l'élection de Sarkozy comme président de la république en 2007.

Commençant en 2003, la droite, notamment Nicolas Sarkozy et le gouvernement de Jacques Chirac, a commencé à se concentrer sur la laïcité et l'employer pour contrôler l'Islam d'une forme répressive. Cette utilisation des tactiques de l'extrême droite, cause par des politiques de peur du Front National et des cas très publiques de l'immersion de l'islam en France, a servi comme une reconnaissance de la popularité du sujet de la migration. La concentration sur ses discours montrent un lien déjà fait entre les migrants et l'islam, un lien qui sera employer par combine la peur de la croissance de l'immigration a la France et l'islamisation de la société. En même temps, la concentration par l'UMP sur la laïcité et la migration centralise ces discours et la forme avec laquelle ils sont présentes.

Cette méthode était centrale dans l'élection de 2007, quand Sarkozy a mis en pointe l'immigration et l'islam dans ses débats, dans un vouloir d'attirer les électeurs du Front National de 2002 (Betz 2013, 12). Donc la réinterprétation de la laïcité a commencé par la droite pour attirer les électeurs du Front National est devenu une tactique de la droite extrême (Betz 2013, 12). La droite a eu du succès avec ce tactique, surtout avec les discours sur le voile.

Entre les années 2002 et 2004, le débat sur le voile a attrapé le public. En mars 2004, ce débat a terminé avec une loi qu'abolie des signes religieux dans des écoles publics (Fernando 2009, 379-380). C'est intéressant de noter que pendant cette période du débat du voile, entre 2002 et 2004, les activistes contre l'abolition de voile, en particulier la femme franco-algérienne Fadela Amara, qui a publié le livre féministe, "Ni Putes Ni Soumises", a publié quelques articles sur la ségrégation des banlieues. Mais les articles d'Amara ont aidé le gouvernement à modeler leur politique vers l'idée que la raison pour laquelle il y a de la violence et la pauvreté dans les banlieues était le manque de la laïcité, et pas les 'politiques de ségrégation sociale' (Fernando 2009, 383). Le rôle d'Amara comme une femme de banlieue dans les débats politiques et dans le média a servi comme une validation des politiques de laïcité et d'intégration en France. Comme femme de banlieue, l'image d'Amara contre des femmes portant des voiles a montré au public français que l'intégration républicaine était une possibilité, et que les femmes qui portent des voiles étaient des problèmes de désintégration, et pas un exemple de la liberté féminine (Fernando 2009, 384).

Les débats comme le voile, la citoyenneté et la laïcité continueront à dominer la politique française dans le reste des années 2000 et 2010. Avec l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, ces débats vont commencer à entrer au centre du discours français. Le Front National utilisera cette augmentation des soutiens pour des débats de la droite pour s'intégrer dans des discours nationaux. Dans la période entre 2007 et 2019, il y avait un changement lent, mais drastique des définitions de la francité et l'extrémisme.

Partie 2 : Les politiques contemporaines et la puissance du Front National

a. L'élection de 2007 et l'ère de Sarkozy

Les politiques sur l'immigration ont commencé à s'adapter au XXI^e siècle pendant la présidence de Nicolas Sarkozy. Les discours et concepts utilisés sur l'immigration dans cette époque ont été basés sur l'idée de la citoyenneté, qui était formée durant la Révolution Française, avec la construction de l'état-nation. Ces idées de qui est Français et qui doit être considéré comme Français continuaient à changer depuis la Révolution et étaient aussi basées sur des idées d'être membre d'un état formé dans l'ancien régime, quand, entre les XVI^e et XVIII^e siècles, le développement de la naturalisation et les lois des Français ont été construits (Brubaker 1989, 30-32). Particulièrement, l'immigration est appliquée comme un défi contre la souveraineté de l'état par expliquer les défauts de l'état en réalisant leurs objectifs (d'Appolonia 113). Les migrants sont toujours exploités comme des boucs émissaires par des gouvernements, pour ne pas dire qu'ils ont raté leurs objectifs. Spécifiquement, des migrants sont blâmés pour des taux hauts du chômage et la détérioration de l'économie quand le pays va mal, et sont acceptés à bras ouverts quand le pays va bien.

L'immigration, qui a aidé le Front National à terminer au deuxième tour en 2002, n'a pas disparu dans les débats dans le public. Dans les élections de 2007, le candidat Nicolas Sarkozy a utilisé l'immigration pour attirer le public à son parti de la droite, l'UMP. Sarkozy avait perfectionné l'idée de '*issue ownership*' sur le sujet d'immigration. Le sujet de l'immigration, qui a commencé à être adopté par la droite pour attirer les électeurs du Front National, a aidé Sarkozy à gagner l'élection présidentielle de 2007. Dans cette époque, l'identité française commence à changer vers une identité raciale et anti-islamiste, et la droite, qui a vu

l'augmentation de soutien du Front National, a décidé d'utiliser cette islamophobie à sa faveur (Amselle 4). Cette utilisation est importante parce qu'elle marque le moment où les méthodes et des sujets de l'extrême droite ont commencé à être adoptés par des parties plutôt centristes.

Sarkozy, comme l'UMP avant lui, a adopté des tactiques de l'extrême droite, et a concentré sa campagne en tant que sa présidence sur "l'amplification des discours sur les menaces du communautarisme et de l'islamisation de la société française" (Koukoutsaki-Monnier 2). Mais étonnamment et pour la première fois, Sarkozy n'adopte pas seulement des idées centrales de l'extrême droite, mais il a essayé de les appliquer de la même façon l'extrême droite, pour effrayer le public avec des grands mots pas clairs et sans évidence. Des émeutes de 2010, qui ont été instrumentales dans pour la campagne de Sarkozy de 2010, ont commencé avec le meurtre de Karim Boudouba aux mains de la police, après un braquage de casino (La Croix 2010). Les émeutes, qui ont duré quatre jours entre le 16 au 20 juillet de 2010, ont inclus des incendies, des vandalismes et de la violence (Bordenave 2011). En préparant pour les élections présidentielles de 2012, Sarkozy a décidé de révoquer les naturalisations des migrants qui ont été arrêtés pour leur participation aux émeutes (d'Appolonia 2012, 244). Les moments les plus importants par le changement des discours politiques sur la restriction contre la migration sont, beaucoup des fois, incités par la violence.

Les tactiques de Sarkozy ont eu du succès. Dans les élections présidentielles de 2007, Jean-Marie Le Pen a reçu seulement 10.4 % du vote. Cette diminution de 6,49 % vers les élections présidentielles de 2002 est causée par les tactiques de Nicolas Sarkozy et l'utilisation de l'immigration et la "politique sécuritaire" par normaliser les tactiques *lepenistes* (d'Appolonia 2012, 244). Sarkozy n'a pas uniquement adopté des tactiques frontistes, mais il y a aussi les appliquer dont se présenter comme une version convenable de la droite, contre le radicalisme de

Jean-Marie Le Pen. Dans les élections de 2007, le Front National a aussi commencé à voir de la “défidélisation” de membres du parti. Sarkozy a pu être au même temps autant radical pour les électeurs anciens du Front Nationale et suffisant républicain par la droite. Dans les élections de 2007, seulement “40 % des électeurs *lepenistes* de 2002 ont opté pour Jean-Marie Le Pen. Certes, on peut arguer que la candidature de Nicolas Sarkozy avait de quoi être attirant pour une partie évidente des électeurs frontistes. L’argument est juste et cette attractivité s’est renforcée dans le temps” (Delwit 2012, 31). L’attraction des électeurs de l’extrême droite aux politiques de Sarkozy montre un mouvement plus à la droite dans la politique française générale. Les événements politiques sur la migration comme les émeutes de banlieue en 2005 et la continuation des débats sur le foulard ont créé une normalisation de la peur sur la migration à la droite (Horvath 2018).

Les politiques en réaction aux événements récents montrent un mouvement à l’extrême. Les tactiques utilisées par Sarkozy dans cette époque montrent une acceptation des vues extrêmes jamais vues en France. En commençant à dédramatiser des idées de l’extrême droite sur l’immigration, il y avait une utilisation de langage similaire par le reste de la droite et modérément à la gauche. Aujourd’hui, c’est l’extrême droite qui s’a dédramatisé et qui a commencé à dominer les débats sur l’immigration et la religion.

Plus important, les partis au centre ont décidé d’utiliser des méthodes de l’extrême droit pour obtenir des électeurs, montrant que l’immigration était le sujet le plus important. L’importance de la migration dans la politique reste avec la continuation des discours politiques et dans le public. Bien qu’il n’y avait pas une grande crise économique ou migratoire dans cette période (avant 2008), le gouvernement a continué à faire de la législation pour maintenir la peur

contre les migrants. Sarkozy, disant qu'il y avait une 'crise identitaire' en France, a essayé de déporter 25.000 migrants en 2007 (Chrisafis 2007).

Sarkozy, en adoptant l'immigration comme le sujet le plus important de sa campagne, l'a aidé à gagner l'élection, avec 53.1 % du vote (Koukoutsaki-Monnier 2010, 2 ; Sciolino 2007). Le sujet de l'immigration appliqué par Sarkozy en 2007 a continué à dominer les débats publics, notamment sur la violence dans les banlieues et la migration illégale. Dans une étude faite par l'*European Social Survey* ou l'ESS, en 2006, 66 % de Français ont pensé que des migrants étaient mauvais pour l'économie, montrant que les discours sur l'immigration ont causé beaucoup des sentiments dans le public pendant cette époque. En 2008, ce pourcentage a été 64,6 %, montrant une stabilisation des sentiments anti-migratoires en France (ESS3-2006 ; ESS4-2008). En posant la question, 'Est-ce que les migrants font votre pays pire ou mieux pour vivre ?' le pourcentage de Français qui pensaient que les migrants font la France pire étaient 75,5 % du total en 2006 et 73,1 % en 2008 (ESS3-2006 ; ESS4-2008).

Des autres affaires impactantes dans cette période étaient similaires aux affaires du voile de 1989 et 1992, et la continuation des débats sur la laïcité et la francité, déclenché par les émeutes de 2005 et la violence 'menaçant' dans les banlieues commençait à diviser les électeurs dans des côtés idéologiques. En continuation des actions par le gouvernement français pour protéger la francité, en 2010, l'Assemblée Nationale a interdit des foulards qui couvrent le visage dans les "des lieux ouverts au public ou affectés à un service public", une loi qui était soutenue par tout partis politiques (Loi n° 2010-1192 ; Culliford 2010). Une étude faite par le Pew Research Center le même année a trouvé que la loi sur des voiles de visage avait 82 % de soutien dans le public français (Pew Research Center 2010).

Une autre raison pour la continuation de l'utilisation de ces débats par le gouvernement de Sarkozy, était le succès électoral que ces débats attiraient. La continuation des discours sur l'islamisation a créé une peur et une division qui était, originalement, une tactique de l'extrême droite et après leur succès, même la droite comme la gauche ont adopté les mêmes tactiques de discuter ces sujets par créer une normalisation des débats identitaires qui ont continué la politique française jusqu'aujourd'hui.

b. Laïcité and et la religion pendant l'ère de Sarkozy

La laïcité et la religion, des sujets qui ne peuvent pas être séparé de l'immigration, ont été très importants dans l'ère de Sarkozy. Au centre de ce débat était « question du voile » dans les écoles qui a bouleversé la société française en 2003-2004” (Koukoutsaki-Monnier 2010, 21). Les discours de Sarkozy ont manqué une distinction entre les termes de ‘la race’ et de ‘l’ethnie’, qu’a créé une ambiguïté plus ample par rapport à l’idée des différences identitaires culturelles en France. Dans un de ces discours comme candidat, Sarkozy a exclamé “la France ce n’est pas une race, ce n’est pas une ethnie” (Koukoutsaki-Monnier 2010, 13 ; Besançon, 13 mars 2007). Dans autre discours le même année, Sarkozy a proclamé “la France, elle n’a cessé de changer tout au long de son histoire parce qu’elle n’a jamais cessé d’être un pays ouvert, puisqu'elle n’a jamais été un clan, une race ou une ethnie. La France, c’est une volonté de vivre ensemble” (Koukoutsaki-Monnier 2010, 25 ; N. Sarkozy, Villepinte, 11 avril 2007). Sarkozy n’a pas juste combine l’ethnie et la race comme un sujet, mais il a aussi proclamé que la France n’est pas une nation ethnique, mais qu’être français est une volonté. Cette notion est très importante de comprendre, Sarkozy veut dire que la France n'est pas raciste, parce qu’il y a une race française, pourtant, être français est une volonté, une opportunité, pas un droit. Avec cette distinction,

Sarkozy sépare les idées de français comme citoyen et humain, une distinction utilisée depuis la révolution française.

Autre développement des débats sur la migration et de la race pendant cette époque était la position de Sarkozy sur des discours sur la discrimination positive. Le terme de la ‘discrimination positive’ a entré dans la réalisation politique dans l’époque de Sarkozy, quand l’idée que les minorités bénéficient avec des lois construites pour l’équité. Cette réalisation de la discrimination positive a commencé à “diviser la gauche en réussissant à dresser sa composante “multiculturelle et postcoloniale” contre sa composante “républicaine”, celle-ci étant vouée aux gémonies par la première” (Amselle 2011, 1).

La ‘discrimination positive’ a été instrumentale par renchérir la politique nationale vers la droite. Le système républicain de l’égalité qui a été formé pendant la Révolution Française, et qui est vu comme la base du système démocratique française même par l’Assemblée comme par le public, a été menacé par la première fois avec un mouvement clair vers une reconnaissance de la discrimination et la différence raciale. Le fait que la discrimination positive n’était pas soutenue par le système républicain français montre une incapacité de créer de systèmes équitables en France. La popularité des discours sur la discrimination positive pendant la présidence de Sarkozy aussi montre l’importance de la préservation du républicanisme dans la mentalité collective française. Le républicanisme, dans ce contexte, servait comme la base du système politique français et un sujet politique qui veut implémenter l’équité force une division idéologique qui force la politique française de rester avec le système républicain.

Sarkozy utilisait la race pour “[insister] sur le caractère symbolique et culturel de la nation française qui exclut tout critère physique” (Koukoutsaki-Monnier 2010, 25). Cette

continuation de la rhétorique d'une France que ne voit pas la race maintienne l'idée que la France n'a pas des systèmes institutionnelles racistes ou de racisme social, créant plus de tension entre des personnes de couleur et les Français blancs.

Bien qu'il y avait un grand débat sur la francité et assimilabilité des migrants, particulièrement musulmanes, une étude faite en 2007 a trouvé que 42 % des musulmanes se pensaient français en premier et musulmane en deuxième (Joppke 2012, 28 ; Schian, 46, table 6). Autre étude faite en 2006 a trouvé que 70 % des franco-musulmanes étaient pour la laïcité (Joppke 2012, 28 ; Giry, 4). Ces études montrent que la peur de la radicalisation et le multiculturalisme était difficile de prouver, parce que les musulmanes étaient très assimilables dans la société française.

La loi de 2004 montrait le vrai rôle de la laïcité moderne dans la société française. La loi, qui spécifie que "le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse [était] interdit" dans toutes les écoles, collèges et lycées (Loi n° 2004-228). L'époque des 'interprétations' des codes ou avis du Conseil a fini, cédaient le passage à un rôle plus important de la laïcité dans le républicanisme français. La décence de la laïcité par l'extrême droite, par conséquent, était essentiel dans des tactiques de Marine Le Pen de dédiabolisation. Bien la droite comme la gauche étaient contre le voile en défense des idées différentes. Un article écrit par Alain Seksig et Gaye Petek publié au journal gauchiste, *Libération*, a déclaré toutes les raisons pour lesquels la droite voulait que le voile soit interdit. Les raisons étaient,

"le foulard est un 'signe politico-religieux' ; il est discriminatoire : il fait voir la femme qui le porte, et il désigne celle qui ne le porte pas ; il ne s'agit pas d'exclure des

filles, 'les filles s'excluent d'elles-mêmes' ; la foi appartient à l'intimité : il faut interdire tout signe religieux ostentatoire, y compris la kippa ; il ne s'agit pas de stigmatiser l'islam et les populations musulmanes, mais de lutter contre l'intégrisme, voyez l'Algérie''⁵ (Lorcerie 2008, 61).

Les Français de tous côtés étaient contre la porte de voile. Bien que l'extrême droite ait une raison différente pour vouloir interdire le voile, le débat est devenu plus sur l'interdiction de la voile et pas sur les raisons pourquoi l'interdit. Donc la religion et la laïcité commencent à se voir comme des sujets universels, et pas seulement des sujets parlés à la droite.

c. 2011 et la transition de dédramatisation de Marine Le Pen

Dans les élections présidentielles de 2007, il y avait tellement des changements radicaux aux discours du Front National. Bien qu'avant 2002 le Front National ait défendu le catholicisme régulièrement, la campagne de 2007 de Jean-Marie Le Pen, avec sa fille comme la directrice stratégique de la campagne, a perçu un commencement de la défense de la laïcité. En continuation, aussi récent que les élections de 2002, le rôle du catholicisme dans le Front National était surprenant. Les manifestes du parti dans cette époque sont publiés par des maisons d'édition comme, Godefroy de Bouillon, très connus pour leur catholicisme. Les manifestes du Front National pendant cette période parlent très souvent des origines catholiques de la France (Almeida 2017, 251). Mais après 2002, le Front National a changé vers une politique beaucoup plus laïque. Avec la transition de Jean-Marie à Marine Le Pen, l'explicite catholique du Front National a commencé à disparaître. C'est important de noter que les croyances frontistes ont toujours une affiliation avec le catholicisme, notamment les 'traditions françaises'

⁵ Libération, 12 novembre 1999.

associent avec le catholicisme et leurs politiques contre l'islam ont toujours une connexion à la préservation des valeurs catholiques français (Almeida 2017, 251 ; Davies 2010, 580). Ce déplacement vers le sécularisme a commencé avec la popularisation des débats sur l'islam et la laïcité. Le sécularisme absolu était plus attractif en France qu'avant. Bien que le Front National ait toujours eu plus de soutien avec des catholiques pas pratiquants que des catholiques pratiquants, le mouvement vers des politiques plus laïques était naturel (Davies 2010, 577). Cependant, sous Marie Le Pen, ces connexions aux traditions sont tellement plus vagues et indirects que sous Jean-Marie Le Pen.

Bien qu'il y avait encore des idées et discours frontistes et radicaux, ce commencement de la dédiablement avec Marine Le Pen toujours dans le siège passage montre comme elle a pensé sur le futur du parti avant son rôle comme chef (Almeida 2017, 252). Marine Le Pen, commençant avec la candidature de son père en 2007, mais le solidifiant en 2011 avec sa transition à chef du parti, était vu comme plus modéré que son père. En premier, Marine Le Pen était femme, deuxième fois divorcé, et une mère, tout des anomalies par le chef d'un parti de l'extrême droite (Michelot et al. 2017). De même, avec le changement à Marine Le Pen, comme directrice stratégique de la campagne, le parti a devenu beaucoup plus convenable, républicain, avec une direction moins radicale et plus pragmatique. La dédiablement du Front National mise en scène par Marine Le Pen a changé le parti complètement vers un parti qui pouvait être reconnu par le public comme "français" (Betz 2013, 2). Cette transition du Front National montre un vouloir par la part de Marine Le Pen d'attirer plus des électeurs, pour influencer les politiques nationales d'une forme plus directe.

Le mouvement vers le républicanisme, par Marine Le Pen, aussi montre une ambition présidentielle qui était plus puissante que les idéologies de son père. En comprendre que le

républicanisme était plus convenable que les politiques radicales et abrasifs de son père, Marine Le Pen a voulu faire le parti plus populaire que rester avec les mêmes politiques qu'avant (Michelot et al. 2017). Marine Le Pen a aussi commencé à implémenter surtout une politique socio-économique, avec toujours le populisme de son père, par créer une connexion entre la migration, l'économie, et l'élitisme des grands pouvoirs politiques comme le gouvernement français à Paris et l'Union Européenne à Bruxelles (Michelot et al. 2017).

En 2007, Nicolas Sarkozy, comme tous les candidats présidentiels avant lui, a mis des valeurs républicaines, toujours liées avec l'identité nationale, dans tous ses discours (Koukoutsaki-Monnier 2010, 28). Par exemple, Sarkozy s'a comparé au Général de Gaulle dans la deuxième guerre mondiale, comme protecteur de la culture et société française (Koukoutsaki-Monnier 2010, 19). En mentionner les grands thèmes républicains, les droits de l'Homme et du citoyen, la laïcité, la dignité, et l'humanité, Sarkozy "installe le thème de l'identité nationale dans sa campagne dès ses débuts et qu'il l'exploite durant tous ses déplacements" (Koukoutsaki-Monnier 2010, 26).

Marine Le Pen a essayé de convaincre l'électorat de la dédramatisation de son parti d'elle-même en faisant la même chose. Elle a persisté et signé sur des valeurs républicaines comme une forme de démontrer qu'elle est une génération plus moderne, républicaine et convenable que son père (Koukoutsaki-Monnier 2010, 28). Le républicanisme du Front National sur Marine Le Pen montre l'impossibilité d'une séparation entre le peuple, les politiques français et le républicanisme. Avant de Marine Le Pen, le nationalisme et le républicanisme ne sont pas autant connecté, mais entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, la préservation de la société ethno-français. Les 'valeurs catholiques' étaient connecté aux droits de l'homme, la laïcité et des autres valeurs républicains. Avec ce logique de la droite, des crises passées se connectent au

républicanisme. Les affaires de voile sont un mépris des valeurs républicaines et françaises de la part des filles musulmanes. Donc, la décision de dédramatiser le Front National puis ses discours étaient une reconnaissance de la part de Marine Le Pen sur l'importance du républicanisme en France.

En opposition avec la politique de son père, le Front National, sous Marine Le Pen, a commencé à défendre les idées traditionnelles françaises, comme un parti plus au centre-droite. Des idéaux du républicanisme, qui n'ont jamais représenté le Front National, commencent à être utilisés par Marine Le Pen pour plus attirer des gens (Betz 2013, 4). Avec la transition à Marine Le Pen, le Front National a vu beaucoup de changements dans la politique du parti, mais sous Marine Le Pen il y a toujours des similarités entre le nouvel Front National de 2012 et le Front National d'avant.

Le séparatisme et le radicalisme étaient intégrales au parti avant la transition à Marine Le Pen. Comme parti adversaire, le Front National sous Jean-Marie Le Pen a attiré du soutien par surprendre le public, et a utilisé la peur et 'l'honnêteté' sur le système français. Sous Marine Le Pen, le parti a devenu moins adversaire, cependant avec toujours du radicalisme, notamment sur la migration. Pourtant, en faire le Front National plus convenable, Marine Le Pen a pu rester radicale avec les politiques les plus importants, et être plus modéré avec des autres politiques du parti, comme l'économie ou les 'valeurs familiales'. En 2017, par exemple, Marine Le Pen a critiqué le président de la république, Emmanuel Macron, pour soutenir une organisation musulmane qui soutenait 'l'haine contre les juifs' et 'l'haine contre l'homosexualité' (Wildman 2017).

Mais il y a toujours une maintenance du Front National comme une alternative radicale, par exemple, Marine Le Pen et le Front National sont encore contre le mariage homosexuel. Le séparatisme contre le reste de la droite (c.-à-d. qu'il n'y a pas un vouloir à former une coalition) reste une tactique utilisée par le parti, en montrant que le Front National ne laisse pas des autres partis décide des politiques par eux (Ignazi 2012, 43). En plus, leur concentration sur les régions, qui est une tactique adoptée pour attirer des régions qui souffrent économiquement ou socialement dans la nation, montrent que la normalisation du parti par Marine Le Pen n'était pas une transformation totale du parti (Ignazi 2012, 43).

Bien que Marine Le Pen a été déplacé vers une politique plus républicain, elle a toujours maintenu les idées populistes de son père. Elle a aussi dilaté ses idées, avec des proclamations que des partis politiques, même à la droite qu'à la gauche, sont plus intéressés dans le marché économique que dans le peuple français. Marine Le Pen aussi s'a proclamé la défenseuse du "majorité silencieux" ou le peuple "oublie", les victimes de la modernisation et la globalisation (Betz 2013, 7). Bien que sous Jean-Marie Le Pen les peurs de la modernisation et la globalisation ont commencé à avoir des effets sur les politiques français, la crise économique globale de 2008, et la permanence de l'Union Européenne, ont causé plus de division socio-économique et plus de croyances anti-élites.

Pour plus les attirer, Le Pen a adopté du langage et des tactiques traditionnelles de la gauche, spécialement sur l'économie (Betz 2013, 7). Les cols bleus en particulier ont été les plus victimisés par la globalisation, la diminution des usines en France, et l'augmentation des lois écologiques en France. Les cols blues, qui historiquement, ont été la base de la gauche par tout l'Ouest, ont commencé à partir vers l'extrême droite, malgré la gauche commençait à se

concentrer plus sur des droites universelles, l'environnement et les politiques libéraux, cosmopolites et globalistes, et ont laissé perdre ses politiques syndicalistes et rurales.

Ces cols bleus sont devenus 'oubliés' par la gauche, et l'extrême droite, comme le Front National, ont commencé à les attirer avec des politiques populistes, anti-globalistes, et des fois, racistes et anti-migratoires. Marine Le Pen a spécifiquement orienté les politiques frontistes vers les cols bleus, ces peuples 'invisibles', les 'gents plus petits' de la société française, qui ont été le peuple le plus menacé par des issues comme la globalisation, la désindustrialisation, et ceux que l'identité culturelle d'avant leur manquant le plus (Ivaldi 2012, 18).

d. L'Évolution de l'immigration, religion and laïcité après 2011

La stratégie de Marine Le Pen sur la question de l'islam, la religion et l'immigration est beaucoup moins philosophique et idéologique que la stratégie de son père. Elle ne veut pas parler sur les dangers intellectuels de l'islam dans la société française, mais elle met à point des situations spécifiques qui montrent les dangers apparents de 'l'islamisation' de la société française. Cette tactique est utilisée par montrer l'importance de la préservation de la société et culture française avec des moments spécifiques pour mettre de la peur, et avec cette peur montrent que la société française était directement attaquée et au danger de disparaître. Par exemple, Le Pen exploite l'introduction de la viande halal dans les cantines des écoles françaises par montrer une infraction sur la laïcité. À travers cette mise au point, la viande halal est une infraction sur le républicanisme.

Le rôle de la nourriture, spécifiquement dans les cantines scolaires, est spécialement utilisé par des débats sur la laïcité. L'introduction des produits halal et l'interdiction du porc dans les écoles, les supermarchés et les franchises populaires a été appliquée par le Front National par

montre la “domination” de l’Islam en France (Almeida 2017, 254). Le problème sur la nourriture halal est aussi connecté à l’idée de l’islamisation de la société française. Avant ça c’était une peur invisible, mais que le Front National l’a fait réel. Depuis 2003, un groupe appelé “Solidarité des Français” organise des soupes populaires avec des soupes du porc avec des nommés comme “soupe identitaire ou soupe gauloise” pour exclure des musulmans et juifs (Almeida 2017, 254).

En 2010, le groupe anti-islamiste “Riposte Laïque” et le groupe radicale nativiste “Bloc Identitaire” ont fait une “apéro saucisson” dans le 18^e arrondissement de Paris (qui a une majorité des migrants Nord Africains) pour montrer une similarité entre l’occupation allemande de la deuxième guerre mondiale et l’augmentation de la migration musulmane, et de faire cet apéro en rébellion contre cette “occupation” (Almeida 2017, 255). Ces mouvements islamophobes aussi montrent un soutien des politiques laïques générales et ne sont pas associés nécessairement avec le Front National. La sécularisation de la société pas directement liée avec le Front National montre une popularisation de la laïcité comme républicain et français. Les deux le Front National et les groupes séculaires islamophobes ont utilisé la nourriture, un aspect intégral de la société française, par montrer ‘une invasion’ culturelle sans preuve (Almeida 2017, 254).

En adoptant des moments concrètes ou le multiculturalisme a commencé à ‘contrôler’ la culture française, Le Pen a pu causer des réactions intenses dans le public (Betz 2013, 11). En 2012, 55,1 % des Français pensait que les migrants minent la société française, en 2010, ce pourcentage était presque le même, 54,7 % (ESS6-2012 ; ESS5-2010). Donc les exemples concrets adoptés par Le Pen dans ces discours n'ont pas augmenté des sentiments anti-migratoires et islamophobes en France. Néanmoins, Le Pen a disposé des peurs existantes en France pour attirer plus des supporteurs à l’extrême droite. Alors qu’elle utilise cette logique,

Marine Le Pen ne crée pas la peur ‘islamophobe’, elle utilise cette peur existante et l’exploite en utilisant des exemples concrets de la ‘destruction’ du système politique français.

Marine Le Pen renforce l’idée de l’importance de la laïcité dans la société française. Dans les discours *lepenistes*, la laïcité est intégrale pour la survie de la république (Betz 2013, 11). Par exemple, Marine Le Pen se devient fondamentaliste par rapport à la laïcité, contre de la discrimination positive et négative par rapport à la religion (Betz 2013, 11). En spécifiant des politiques islamophobes comme une persévérance de la laïcité, Marine Le Pen a pu diviser le républicanisme et l’islamophobie. Bien que les politiques laïques sont très populaires, une enquête du *Pew Research Center* de 2016 a trouvé que seulement 29 % des Français avaient des vues négatives sur l’islam (Lipka 2017). La centralisation de le débat sur la religion et la migration vers le sujet de la laïcité a laissé le Front National à être contre ‘l’islamisation’ de la société sans être considéré ‘islamophobe’ par une bonne majorité de la droite.

Mais la concentration de Le Pen sur la laïcité montre une “insécurité culturelle” qu’indique une fragilité dans le système français. La laïcité est vue comme la seule chose qui protège la France à rester française. Donc, par le Front National, la protection de la laïcité est la protection de la France. Avec une augmentation des lois basées sur la laïcité, il y a une division de plus en plus grande entre la laïcité et l’islam (Betz 2013, 12). La politisation de la laïcité et l’islam ne sont pas seulement des tactiques de l’extrême droite, cependant des autres partis politiques et leurs chefs restent plus neutres que Marine Le Pen. Récemment, le président de la république, Emmanuel Macron, dans un entretien avec Al-Jazeera, a dit qu’il voulait combattre l’islam radical et que l’islam est très sensible à la laïcité (Al-Jazeera 2020). Le Front National reste plus radical que des autres partis sur la laïcité et désire être présenté comme le protecteur de la société française. Cette division a créé une différence entre ceux qui ‘protègent’ la France et

ceux dont leur identité et existence est contre la France, et cette construction de la francité. Bien qu'il y a une grande partie de la France qui a des vues anti-migratoires et islamophobes, Le Pen a pu obtenir un grand soutien entre son rachat du Front National et les élections présidentielles de 2017.

En continuation, l'augmentation de l'immigration, notamment la crise migratoire de 2015, aggravait la situation en France. La France a vu seulement 110 applications des demandeurs d'asile sur 100.000 habitants, mais le bombardement constant de nouvelles et des discours politiques au niveau européen et national a provoqué une peur d'invasion (Pew Research Center 2016). Le gouvernement français a formé des lois et des plans pour héberger des migrants et des demandeurs d'asile ("La France à l'action face à la crise migratoire" 2015). La France a aussi pris l'initiative pour répartir les migrants et demandeurs d'asile également entre les états membres de l'union européen ("La France à l'action face à la crise migratoire" 2015). Pourtant, généralement, la crise migratoire a créé une augmentation du soutien dans l'extrême droite par toute l'Europe et la France n'était pas une exception (Gaillard 2018).

L'association faite entre l'immigration, la diminution du travail et l'insécurité de revenue laisse ceux qui s'identifient avec la "majorité silencieuse" avoir un intérêt sur l'issue sans être directement s'associe avec une croyance raciste. Les degrés de séparation et le formuler d'une manière subtile pour laisser des électeurs du Front National croire qu'ils ne sont pas racistes (Betz 2013). Par exemple, en 2011, un sondage a trouvé que quatre sur cinq répondants ont été d'accord avec la déclaration qu'en France, il y avait trop de personnes qui abusent les services sociaux et trois sur quatre personnes pensaient que l'Islam a avancée trop en France (Betz 2013, 14). Ce sondage montre comment Marine Le Pen a pu articuler les insécurités du peuple français.

Marine Le Pen aussi continue les mêmes idées anciens du Front National sur l'assimilation des migrants. Elle a dominé des discours sur le fait que les migrants des pays européens comme la Pologne ou le sud d'Europe peuvent s'assimiler, mais les migrants de l'Afrique du Nord n'ont pas la possibilité de s'assimiler (Almeida 2013, 172). Après la transition à Marine Le Pen, la laïcité est devenue essentiel dans les discours de la politique frontiste. Avant 2007, la laïcité n'était pas dans les manifestes du parti, bien qu'il y avait une concentration de catholiques importants dans la direction et le soutien du Front National. Sous Marine Le Pen, la laïcité est aujourd'hui dans tous les manifestes et les discours dans les campagnes et est une partie intégrale du succès du parti (Almeida 2013, 172). Donc la laïcité peut s'attribuer au succès du Front National sous Marine Le Pen. L'utilisation de la laïcité montre l'importance de la religion comme sujet politique en France. La centralisation des débats politiques sur la laïcité crée une concentration sur des politiques identitaires.

Les attaques du Charlie Hebdo et le Bataclan en 2015 ont empiré les attaques sur l'islam et ont augmenté le discours français sur l'immigration et "l'islamisation" en France (Berman 2021, 75). Une étude de *Pew Research Center* a trouvé qu'en 2015, 46 % de Français pensaient qu'une augmentation de migrants en France causera une augmentation de terrorisme en France. Le même étude a trouvé que 52 % des Français croyaient que les musulmans veulent être un groupe distinct et pas intégré dans la culture française. Ces statistiques montrent l'augmentation de la séparation entre la laïcité et les musulmanes françaises. Aussi, la connexion faite par l'électorat entre des migrants et le terrorisme montre un niveau bas de coopération et conversation dans la société entre des gens de différentes religions, races ou cultures.

La transition présidentielle à Emmanuel Macron en 2017 montrera un point intéressant dans la politique française. Macron, comme centriste, est vu comme trop à la gauche par la

droite, notamment le Front National (devenu Rassemblement National en 2019), mais Macron continuera des tactiques et politiques laïques et républicains de ces prédécesseurs comme Sarkozy. Les élections présidentielles de 2017 aussi sont importants pour montre le succès du Front National, avec Marine Le Pen terminant au deuxième tour.

Le changement du nom du Front National, qui devient le Rassemblement National en 2019, n'était pas juste pour montrer que le parti de Jean-Marie Le Pen a disparu et est remplacé par un nouveau parti. Le nom 'Rassemblement' évoque un nationalisme profond, mais aussi évoque le parti Rassemblement National Populaire de 1941 qui a collaboré avec les Nazis (Pocuch et al. 2019). Avec ce changement du nome, Marine Le Pen a espéré de saluer des "peuples européens qui se réveillent" montrant un vouloir de s'allier avec des autres partis d'extrême droite d'Europe (Le Monde 2018).

Partie 3 : L'ère 'Macron' et l'époque contemporaine

a. Emmanuel Macron et l'évolution du libéralisme centriste

Vu comme l'opposant libéral de Marine Le Pen pendant le deuxième tour des élections de 2017, Emmanuel Macron a commencé sa présidence comme un président apprécié vu comme un vrai centriste. Toutefois, le centrisme de Macron a commencé à être regardé plus comme un mélange des politiques à gauche et à droite, et pas comme une neutralité. En juillet de 2017, par exemple, quand il a demandé sur un 'plan Marshall' pour l'Afrique, Macron a montré son soutien pour ce plan avec une référence aux problèmes 'civilisationnelles' comme des hauts taux de natalité (McQueen 2017, 1).

Les élections de 2017, un des scrutins le plus important dans la politique moderne de la France, ont vu les deux partis classiques centristes de la gauche, les socialistes et la droite, les gaullistes, disparaître dès le premier tour (Chamorel 2019, 49). Dans l'enquête Cevipof des élections de 2017, 81 % des Français étaient intéressés par des élections ("Enquête électorale française 2017" 2016). À la question : "A votre avis, quel candidat défend le mieux votre vision de ce que c'est qu'être vraiment un citoyen français ?", l'enquête de Cevipof a trouvé que 23 % des Français ont choisi Marine Le Pen, plus que tous les autres candidats. Aussi, quand on leur demande si les électeurs étaient d'accord (0 = pas du tout d'accord, 10 = tout à fait d'accord) avec la phrase, "les élites politiques ignorent les problèmes du peuple", la moyenne par tous les Français était 8,3, avec 56 % des Français qui était tout à fait d'accord ("Enquête électorale française 2017" 2016). Cette enquête a trouvé un soutien par l'extrême droite et des idéologies populistes qui ont continué à augmenter. Il y avait clairement, avant ces élections, une volonté de changer le système politique d'avant et de choisir un candidat hors du système politique historique. Ces réponses à l'enquête sont une raison pour laquelle les partis "anti-systèmes", comme ceux d'Emmanuel Macron, En Marche !, et le Front National de Marine Le Pen ont accédé au deuxième tour.

Dans une autre enquête, Cevipof a trouvé que 11,5 % des votes dans l'élection de 2017 étaient nuls ou blancs, augmentant de 5,8 % dans les élections de 2012 ("Baromètre de la confiance politique" 2019). Cette augmentation de votes nuls et blancs montre une insatisfaction avec le gouvernement français et les options pour le modifier. Cette insatisfaction est une autre raison pour laquelle les partis traditionnels de droite et de gauche n'ont pas eu du succès dans les élections de 2017.

Cependant, Macron n'est pas juste ignorant, il a condamné la colonisation de l'Algérie et des fois reconnaisse des différences subtiles entre des politiques. Mais son langage raciste, qui a inclus des remarques 'humoristiques' sur des cultures africaines, et sur les voyages difficiles et graves situations des migrants qui veulent arrive en Europe, est plus similaire aux comportements à la droite et l'extrême droite, qu'à la gauche (McQueen 2017, 2). Le sujet le plus important du président était l'économie et le développement technocratique de la nation Française pour re-devenir un pouvoir dans le monde moderne (Perrotino et Guasti 2020). Ce vouloir de la "grandeur" française d'avant n'est pas nouveaux, mais il montre la continuation de l'ignorance des atrocités faite dans des pays ex-coloniales, notamment à l'Afrique. Mais, le fait que son vraie opposition était l'extrême droite, Macron n'est pas besoin d'inclure une grande politique vers les relations avec l'Afrique.

Macron, en revanche, a mis en place une politique laïque qui ressemble à celle de la droite. Par exemple, dans son programme pour les élections de 2017, il y avait plusieurs affirmations de l'importance du républicanisme laïque français (Programme *En Marche !* 2017, 19). On relève particulièrement ces affirmations : "nous appliquerons strictement le principe de laïcité" et "nous démantèlerons les associations qui, sous couvert de religion, s'attaquent à la République" (Programme *En Marche !* 2017, 19). Macron, qui a rejeté l'identité 'socialiste' et a préféré l'identité 'libérale', montre que, dans le système politique français contemporain, la laïcité est un soutien universel (Perrotino et Guasti 2020, 549). Bien que Macron soutienne une politique laïque similaire à celle de l'extrême droite, il inclut dans son programme d'intégration des migrants, comme il montre "nous ferons de la lutte contre la discrimination une priorité nationale" (Programme *En Marche !* 2017, 19). L'inclusion d'un vouloir à lutter contre la

discrimination n'est pas une déclaration claire ou active, mais est plus à la gauche que des déclarations du Front National, qui en comparaison apparaisse abrasives.

La politique d'Emmanuel Macron comme président peut se comparer aux tactiques populistes de Marine Le Pen, mais avec une politique plus ouverte et plus technocratique (Perrotino et Guasti 2020, 546). Bien que la politique de Macron ne s'apparente pas du tout au populisme *lepeniste*, il utilise autant la rhétorique 'anti-élite' que son adversaire à l'extrême droite (Perrotino et Guasti 2020, 546). Comme Marine Le Pen, Macron s'est déclaré comme un outsider, une personnalité anti-système et comme un candidat 'anti-establishment'. Le 'populisme technocratique' décrit dans l'article de Perrotino et Guasti, représente le vouloir de Macron d'être contre les idéologies des politiques et se concentrer sur des solutions pratiques aux issues (Perrotino et Guasti 2020, 548).

Les tactiques populistes et technocrates de Macron l'ont aidé à gagner des élections nationales pour devenir le président de la république, même comme étranger au système électoral et politique français. Mais depuis son arrivée à l'Élysée, Macron a subi de nombreuses critiques venant de droite et de gauche. Dans des sondages de l'Ifop sur la présidence de Macron, la cote de popularité du président de la république a chuté à 25 % entre mai (66 %) et octobre (44 %) de 2017 (Statista 2020). Depuis octobre 2017, la popularité de Macron a continué à baisser et est restée à plus pas de 50 % jusqu'à aujourd'hui (Statista 2020). Les électeurs français ont désapprouvé Macron aux nombres records au milieu du 2018, en protestant 'trop de réformes' fait par le gouvernement de Macron (Schlee 2018). Aussi, le président, qui s'est présenté comme un réformiste populiste, est critiqué pour être un 'président pour les élites' et qu'il était 'trop arrogant' (Schlee 2018). Cette désapprobation va s'accroître avec le commencement du mouvement des gilets jaunes.

b. Les Gilets Jaunes et le déclin du nouvel ordre ‘Macron-iste’

Le mouvement de gilets jaunes a commencé en 2018 et montrait un mouvement vers la droite dans les populations de classe moyenne et plus basse. L’utilisation des ouvriers comme base pour aider le Front National à se normaliser encore plus qu’avant. Les tensions économiques entre les élites de Paris et les 'oubliés' ouvriers atteignent une tension extrême fin 2018, avec des énormes manifestations, quelques fois violentes, contre les décisions du gouvernement. Les manifestations des *gilets jaunes* récents ont montré cette division augmentant contre les systèmes gouvernementaux contemporains. Il y a eu toujours des rhétoriques de division dans les discours politiques généraux entre les élites et la classe moyenne.

En 2002, le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin a créé les phrases, “la France d’en haut contre la France d’en bas” pour donner plus d’importance aux différences économiques en France (Doridot 2002). Des articles sur cette politique de Raffarin ont fait claire les sentiments du public, “on a l’impression que J.P. Raffarin "parle comme nous"”, ‘nous’ en disant, les Français de classe moyenne (Doridot 2002). En utilisant cette rhétorique, Raffarin a pu diviser la France en deux cotes pour plus attirer des citoyens. Aussi, cette rhétorique a créé une idée très particulière de qui est ou n’est pas reconnu comme français. En 2007, cette rhétorique de division a continué sur le candidat Nicolas Sarkozy, qui a utilisé l’expression “la France se lève tôt” pour plus diviser entre les Français et les immigrants, qui à cause de leurs travail se lèvent plus tôt. Cette division était aussi une division économique, les plus pauvres ont le devoir de se lever plus tôt (Wihtol de Wenden 2012, 5).

Commençant en novembre de 2018 avec un impôt de pétrole, le groupe des *gilets jaunes* était formé de base à un mouvement national (Chrisafis 2018). La proposition de l’impôt, mis en

place par le président Emmanuel Macron, affecterait plus les gens qui utilisaient les voitures tous les jours, notamment des fermiers ou chauffeur routier, qui seraient le plus directement affecté par cette nouvelle taxation. Cette division de classe est aussi une division physique entre le centre-ville et ceux qui peuvent se permettre y habiter, et la périphérie, où il existe plus de nécessité d'avoir une voiture. L'impôt, du coup, était rapidement condamnée par les gens les plus affectés. Les plus affectés par l'impôt étaient par la plupart, plus pauvres, habitants de campagne, et avec des travaux industriels (Chrisafis 2018).

Le deuxième tour des élections de 2017 était surprenant, avec une compétition entre Emmanuel Macron, le jeune chef d'un nouveau parti centriste, En Marche !, et Marine Le Pen. Lors des élections, Emmanuel Macron était vu comme le contraire libéral de Marine Le Pen. Mais après la campagne, Macron, une fois devenu président de la république, a commencé à apaiser l'extrême droite croissant avec la loi pour « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif », cette loi a été largement critiquée par la gauche (Geisser 2018, 4). Au début de 2018, le président de la république a commencé à être connu par ses déclarations directes et insensibles.

En Juin de 2018, une vidéo a montré Macron disant à ses conseillers que la France dépense “un pognon de dingue” sur la sécurité sociale qui laisse les pauvres (Chamorel 2019, 51). Donc quand les manifestations des gilets jaunes ont commencé en novembre 2018, il y avait un vrai sens d'insatisfaction sur des commentaires et politiques élitistes de Macron. La volonté de Macron d'apaiser la gauche par rapport au changement climatique a fait qu'il a aliéné ceux qui ont été oubliés par des politiques climatiques. Macron est resté inflexible après des mois de manifestations, et il a continué à faire valoir sa politique libérale pour l'économie française (Chrisafis 2019).

Finally, he decided to implement more than 5 billion euros of tax reduction, but he continued his *pro-business* policy (Chrisafis 2019). This tax reduction, on the contrary, was not a demand created by the yellow vests movement and this reduction, plus an increase in the minimum wage by 0,99 % was not satisfactory for the protesters (Satre 2021, 2). Even though the yellow vests demonstrations have decreased since 2018, dissatisfaction with the president of the republic continued to be a real problem. In 2020, the yellow vests protesters merged with other groups of protesters against pension reforms, against proposals of controversial laws on the publication of police photos and other controversial measures (Satre 2021, 3).

On the contrary, Marine Le Pen declared herself an ally of the demonstrations with her statement “I support the yellow vests” (Franceinfo 2019). Marine Le Pen used these demonstrations, and the dissatisfaction with Macron, to increase her support, and there was a shift towards economic policies. In February 2019, Marine Le Pen declared that she represented the real *gilets jaunes*, “poor workers, admirable single mothers and miserable retirees”. She also declared,

[Macron] n'a pas compris que (...) les vrais Gilets jaunes - pas les racailles d'extrême gauche qui s'y invitent pour y introduire leur haine et leur violence - ne sont pas les fainéants (...) qu'il croit, mais des travailleurs pauvres, des mamans célibataires admirables et des retraités miséreux. Le peuple ne veut plus débattre, il veut décider (La Tribune 2019).

Le Pen's policies of *anti-establishment* and *anti-élite* continued with this movement towards economic issues. She also exploited the people's suffering to be

une candidate plus fiable. Bien que le Front National ait été presque toujours un parti populiste, elle n'avait pas développé des politiques plus convenables comme celles de Macron jusqu'après les élections de 2017 (Nussbaum 2021). Après les manifestations des *gilets jaunes* en 2018, les tensions économiques en France ont été beaucoup plus claires dans la conscience populaire. Marine Le Pen a utilisé les peurs et les discussions des *gilets jaunes* pour attirer les gens les plus affectés par la division économique (Wike et al. 2016). Le mouvement pour Marine Le Pen et le Front National est un mouvement pour aider et soutenir, pour avoir plus de succès électoral dans les prochaines élections. Selon un député du Front National proche de Marine Le Pen,

“il ne fallait pas instrumentaliser un mouvement dont nous n'étions pas à l'initiative. Marine Le Pen m'a même dit : 'Attention à ne pas faire de la récup à deux balles'. On a donc accompagné le mouvement de façon non-institutionnelle, sans jouer la surenchère. Elle n'a jamais voulu qu'on aille trop loin dans le truc” (Métézeau 2019).

Pour Marine Le Pen, les *gilets jaunes* sont juste des exemples des ‘oubliés’ qui sont ignoré par le gouvernement de Macron et qui peuvent servir comme un soutien important.

En décembre 2018, des sondages d’Ifop sur l’année ont montré que 57 % des Français pensaient que le mouvement des *gilets jaunes* comme le moment le plus important de 2018. Un autre rapport d’Ifop sur les *gilets jaunes* a remarqué que 46 % des Français soutenant la lutte des *gilets jaunes*, en plus, 26 % des Français avaient de la sympathie par le mouvement. La même question a été posée aux partisans du Front National et a montré que 89 % d’eux soutiennent ou avaient de la sympathie pour les *gilets jaunes*. En continuation, la hausse des salaires et du pouvoir d’achat (57 %) et la lutte contre le chômage (54 %) étaient entre les priorités les plus importantes des Français, après la sécurité, la lutte contre le terrorisme (71 %) et la santé (59 %)

(Ifop 2018). Ces chiffres montrent une solidarité avec les insécurités sociales et une volonté populaire pour plus d'égalité économique, mais aussi une solidarité contre un gouvernement, perçu comme élitiste. Le soutien du Front National est très populiste et s'inquiète par des tensions économiques, cependant ils ont toujours une grande préoccupation sur la sécurité. Le discrédit d'Emmanuel Macron, le seul vrai concurrent de Le Pen en 2018, par des gilets jaunes montre plus de normalisation du Front National et leurs politiques qui continuera pendant les prochaines années.

c. Le nationalisme

En 2019, Marine Le Pen a changé le nom du Front National qui devient le Rassemblement National, montrant un changement complet du parti de son père. La dédramatisation du parti implique le changement de nom, qui sépare les politiques du Rassemblement National de Marine Le Pen, des tactiques de son père sur le nom Front National. Marine Le Pen continue à utiliser des tactiques populistes contre les élites pour aider ces discours anti-migratoires. Avec le mouvement des *gilets jaunes* de 2018, et la récupération des électeurs 'oubliés' par la gauche, Marine Le Pen est devenue la seule candidate 'pour le peuple' et pas 'élitiste'. Tandis qu'elle utilise les échecs de Macron, Le Pen se présente comme la seule alternative viable qui puisse représenter ceux qu'elle appelle les 'vrais' français, la classe moyenne, les 'oubliés', les cols bleus et aussi, les *gilets jaunes*.

En Europe, des partis de l'extrême-droite habituellement appliquent le fait que les partis à la gauche ont des politiques plus ouvertes qui peuvent affecter l'économie et le nombre de travaux pour attirer plus des électeurs. Par exemple, Marine Le Pen a dit que la "civilisation" française est menacée par l'immigration (Goodman 2019, 379). Le Rassemblement National,

comme beaucoup d'autres partis de l'extrême droite, représente le "testament général" du public et par conséquent ils vont toujours représenter le peuple, en contradiction avec des autres partis qui vont toujours "représenter des élites" (Goodman 2019, 383). Ce 'testament général' montre cette tendance vers le nationalisme du Rassemblement National.

En représentant les revendications du peuple, le Rassemblement National montre qu'elle est le seul parti vraiment pour la France et les Français, créant une division entre les 'français' et les autres, qui peut être les élites, les migrants, ou juste des personnes qui ne représente pas les valeurs 'français'. Ce nationalisme est unique, parce que ce n'est pas seulement contre la migration et les personnes qui, par le Rassemblement National, ne représente pas les valeurs françaises, culturelles et sociales, mais aussi ceux qui ne représentent pas des valeurs économiques, ou qui soutient l'Union Européenne avant la France. La combinaison du nationalisme et du populisme utilisée par le Rassemblement National d'aujourd'hui est puissante et efficace. Grâce à cette logique, il n'y a aucun candidat ou parti qui représente la France et les Français comme le Rassemblement National, qui ne va pas changer seulement la France, mais travaillera avec les autres partis d'extrême droite de l'Europe pour changer l'Union Européenne (Rosnoblet 2018).

Depuis sa création, le Rassemblement National croit en un racisme "anti-français" qui a commencé avec l'augmentation du cosmopolitisme et le multiculturalisme en France (Davies 1999, 63). Le multiculturalisme, et l'augmentation de multiculturalisme dans la culture, média et la politique française est une raison important pour laquelle la "discrimination contre les Français" commençait à être un argument frontiste pendant les XX^e et XXI^e siècles. Durant la présidence de Jean-Marie Le Pen, la 'discrimination contre les Français' était discuté d'une forme plus violente qu'aujourd'hui. La crise identitaire de la France a continué à se développer et

est beaucoup plus importante aux discours identitaires dans la politique générale aujourd'hui. Cette idéologie contre le cosmopolitisme formé dans les années 1980 et 1990 est toujours utilisée par le Rassemblement National pour définir le racisme, pas comme contre autre race, mais en défense de sa propre race. Cette définition de racisme protégé ceux qui ont une idéologie contre le multiculturalisme avec un langage approprié au XXI^e siècle. (Davies 1999, 63). Avant, cette classification entre les nationalistes contre le racisme anti-français et les nationalistes “cosmopolites” était divisée en deux groupes, les ‘nationalistes conservateurs’ et les ‘nationalistes républicains’.

Aujourd’hui, avec Marine Le Pen, le Rassemblement National républicain, opère un changement radical en ce qui concerne la politique du parti. Cette dédramatisation du parti a été directement causée par les tactiques de Marine Le Pen. Donc la popularité contemporaine du parti est partiellement grâce aux changements du parti fait par la transition à Marine Le Pen. Mais les idées d’un racisme anti-français et de l’islamisation de la société, qui ont existé depuis le début du parti toujours, ont une place dans le discours du Rassemblement National (Davies 1999, 67). Grâce aux tactiques historiques du Front National qui sont toujours utilisé par le Rassemblement National, et l’utilisation des mêmes tactiques par des autres partis et mouvement populistes (comme En Marche !), la société française est devenu plus préoccupé par des politiques identitaires et les débats sur le rôle de la religion et la migration.

Conclusion

Les élections françaises de 2022 vont avoir une compétition idéologique entre le centre et les extrêmes. Les sondages de Politico ont montré une diminution du soutien par Marine Le Pen et l’extrême droite de 21,3 % en 2017 à 17 % en 2021, mais des vues de l’extrême droite

continuent (Politico 2021a). En 2017, Marine Le Pen était la seule candidate de l'extrême droite, mais pour les élections de 2022, un autre candidat, Eric Zemmour, est apparu. Zemmour, un animateur des émissions, journaliste et essayiste avec des vues extrémistes, a décidé de se présenter aux élections présidentielles de 2022 avec beaucoup de succès (Mallet et Abboud 2021). Avec des tactiques évoquant celles de Jean-Marie Le Pen, Zemmour ne s'inquiète pas sur la dédiablement de son extrémisme, une tactique qui l'a aidé à attirer l'ancien soutien du Front National que Marine Le Pen a dédiablement.⁶

Eric Zemmour, lui-même juif d'origine algérienne, a créé un débat sur des prénoms, disant qu'il doit avoir des prénoms interdits pour maintenir la culture française. Surtout, ces prénoms sont d'origine musulmane ou nord-africaine, comme 'Mohammad' (Mallet et Abboud 2021). Ces discours sur des noms est une continuation des discours nationaux sur l'identité française, et comme la France peut prévenir les effets de la différenciation culturelle. Un candidat comme Zemmour ne pouvait jamais avoir du succès sans la dédiablement de Marine Le Pen et le Rassemblement National, qui a déplacé les politiques extrêmes plus au centre de la politique nationale, et sans l'augmentation de l'importance de la francité dans les discours politiques. Mais Zemmour est aussi très important pour le parti qui l'oppose, le Rassemblement National. Le parti de Marine Le Pen a commencé à être vu comme un parti plus centriste et modéré, grâce aux politiques plus abrasifs, 'politiquement incorrects' et racistes de Zemmour.

⁶ Les élections de 2022 ont été influencées beaucoup par l'invasion récente Russe de l'Ukraine, commençant en février de 2022. Après le premier tour de l'élection, qu'a résulté avec une revanche entre Macron et Le Pen, les débats ont tourné presque exclusivement vers l'invasion de l'Ukraine. Le Pen, qui a reçu beaucoup de financement de Vladimir Putin et la Russie, a dû se séparer le plus qu'elle peut, mais sa proximité à la Russie dans les élections de 2017 l'ont fait difficile de se séparer d'eux de manière convaincante (Barry 2022). Aussi, en 2017, Le Pen a justifié l'invasion de la Crimée de 2014, et a déclaré les sanctions contre la Russie trop dure (Barry 2022). Entre le 25 février et le 11 mars de 2022, le soutien pour Macron a augmenté approximativement 4 points, puis maintenant, Le Pen a seulement augmenté un (Politico 2022). Après l'invasion, Le Pen est forcé à changer sa position sur la Russie, mais ce changement drastique a pu pas convaincre ses électeurs les plus centristes. Les opinions sur la guerre vont avoir une grande partie dans les débats avant le deuxième tour, mais des autres débats, notamment les politiques domestiques ne seront pas écartés.

Des mouvements de l'extrême droite pas affiliés avec un parti politique, notamment la *Génération Identitaire*, ont aussi vu une augmentation de soutien et aient plus de possibilité de succès dans cette nouvelle formation des politiques françaises. Établi en 2012, la *Génération Identitaire* est un mouvement des jeunes unis par la peur de 'l'islamisation' de la société européenne et la protection de cette identité européenne (Thevenin 2020). Le mouvement raciste, islamophobe et anti-migratoire font des manifestations régulièrement en défense de la société européenne (Thevenin 2020). La *Génération Identitaire* n'est pas juste un phénomène français, il y a des versions en Allemagne, Autriche et Italie, et il y a une affiliation entre eux (Thevenin 2020). Mais en France, le mouvement est en accordant avec une augmentation de soutien par l'extrême droite et la création des nouvelles figures importantes à l'extrême droite.

Les politiques contemporaines de la France ont vu un glissement vers la droite pendant les quinze dernières années, affectées par la dédramatisation et centralisation de l'extrême droite et la croissance de l'importance des politiques identitaires. Des crises nationales ou internationales, particulièrement la crise économique de 2008, la crise migratoire de 2015 et le mouvement des *gilets jaunes* en 2018, ont influencé un changement dans des issus de puissance dans la politique française. Le Front National a pu avoir de l'influence sur la politique française comme un indicant des vues acceptées par la société. Les affaires sur le foulard et la citoyenneté des années 1980 et 1990 ont aussi servi pour changer la mentalité des électeurs, pour être plus influencé par des tactiques de peur par la droite.

Dans le début du XXI^e siècle, les gouvernements de droite ont commencé à utiliser de tactiques de l'extrême droite en voir leur succès électoral, surtout après les élections de 2002, où Jean-Marine Le Pen a accédé au deuxième tour. Nicolas Sarkozy, en particulier, a continué à utiliser ces tactiques des politiques identitaires de l'extrême droite pour attirer plus des électeurs

dans les élections de 2007. Sarkozy n'a pas seulement gagné les élections de 2007, mais le public était plus influencé par ces politiques sur l'immigration et la laïcité que sur les sujets historiquement importants comme l'économie ou la sécurité sociale. La continuation des débats sur la laïcité et l'immigration ont solidifié l'importance de la francité dans le discours national.

En 2011, Marine Le Pen a officiellement remplacé son père comme chef du Front National. Marine Le Pen commençait déjà à changer les politiques de son parti avant la transition à sa présidence. Avec la transition à Marine Le Pen, la laïcité a commencé à être plus intégré dans la rhétorique du parti. Les sondages et les succès politiques de Le Pen dans cette époque montrent une centralisation des idées extrêmes dans la politique générale. La crise migratoire de 2015, et les attentats terroristes du Bataclan et du Charlie Hebdo, ont aussi mis plus de peur dans le public, autre raison pour plus des discours politiques sur la francité.

L'ère moderne des politiques français commence avec les élections monumentales de 2017. La perte des partis socialistes et républicains traditionnels dans le premier tour montrait une volonté de changement. Le triomphant, Emmanuel Macron, se déclarait l'opposant à Marine Le Pen. Mais les vues publiques de Macron ne veulent pas aliéné la droite, qui se devenait de plus en plus islamophobe et radical. Macron est toujours extrêmement critiqué par la droite par son cosmopolitisme, mais en même temps, la gauche le critique par ses commentaires désagréables sur l'Afrique et la race en général. La manifestation des *gilets jaunes* en 2018 a montre une insatisfaction avec le gouvernement de Macron par ceux qui se sentaient oublié par les politiques globalistes de Macron. Le vouloir de Macron a apaisé les deux côtes de l'échiquier politique n'a pas fonctionné, et il a dû choisir, le cosmopolitisme ou le nationalisme, la droite ou la gauche. L'extrême droite a utilisé cette division contre Macron par être plus vue comme viable par l'électorat français. Cette stratégie a progressé et les deux candidates des élections de 2022 à

l'extrême droite, Marine Le Pen et Eric Zemmour les deux ont le deuxième et troisième plus grand soutien, après Macron.

Le mouvement de la politique vers la droite a continué et les débats identitaires maintiennent leur importance. Les débats sur la laïcité et la francité continuent à gouverner la politique française. Bien que les débats sur le foulard ou le voile semblaient à diminuer, la race et la religion continuent à être les discours centraux en France. L'influence de l'extrême droite ne peut pas être sous-estimé. Le Rassemblement National à utiliser des insécurités existantes par mettre de la peur dans le public. Le succès du Rassemblement National à cause une réponse par le reste de l'échiquier politique, bien la droite comme la gauche, influençant les débats et discours publics. Le futur des politiques françaises va être décidé en 2022 avec les élections présidentielles, mais c'est clair que n'importe qui va gagner, le rôle de la migration et la religion aura la plus grande puissance.

Bibliographie

Amselle, Jean-Loup. “La ‘Séquence’ Rom Et L’ethnisation De La Société Française.”

Lignes, vol. 34, no. 1, 2011, pp. 41–51.,

<https://www.cairn.info/revue-lignes-2011-1-page-41.htm>

Anderson, Benedict. *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of*

Nationalism. Verso, 1983.

Almeida, Dimitri. “Exclusionary Secularism: The Front National and the Reinvention of laïcité.”

Modern & Contemporary France, vol. 25, no. 3, 2017, pp. 249–263.

Almeida, Dimitri. “Towards a Post-Radical Front National ? Patterns of Ideological Change and

Dédiabolisation on the French Radical Right.” *Nottingham French Studies*, vol. 52, no.

2, 2013, pp. 167–176. <https://claremont.illiad.oclc.org/illiad/pdf/610209.pdf>

Barry, Eloise. “What the French Elections Could Mean for Russia-Ukraine War.” *Time*, 14

Apr. 2022, <https://time.com/6166437/marine-le-pen-french-elections-ukraine-russia/>.

Bleich, Erik. *Race Politics in Britain and France: Ideas and Policymaking since the 1960's*.

Cambridge University Press, 2003.

“Border Escalation as a Policy Failure.” *Frontiers of Fear: Immigration and Insecurity in the*

United States and Europe, by Ariane Chebel d’Appollonia, 1st ed., *Cornell University*

Press, 2012, pp. 113–135. JSTOR,

<https://www.jstor.org/stable/pdf/10.7591/j.ctt7z5g9.11.pdf?refreqid=excelsior%3Ae6ae>

[967d71c1b1465984e06661687233](https://www.jstor.org/stable/pdf/10.7591/j.ctt7z5g9.11.pdf?refreqid=excelsior%3Ae6ae967d71c1b1465984e06661687233)

“Immigration, Economic Interests, and Politics.” *Frontiers of Fear: Immigration and Insecurity in the United States and Europe*, by Ariane Chebel d'Appollonia, *Cornell University Press*, 2012, pp. 222–247.

Beardsley, Eleanor. “French Senate Voted to Ban the Hijab for Minors in a Plea by the Conservative Right.” *NPR*, NPR, 8 Apr. 2021, www.npr.org/2021/04/08/985475584/french-senate-voted-to-ban-the-hijab-for-minors-in-a-plea-by-the-conservative-ri.

Beaud, Stéphane, and Olivier Masclet. "From the “Marchers” of 1983 to the “Rioters” of 2005. Two Generations of the Children of Immigration", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61y, no. 4, 2006, pp. 809-843.

Berman, Sheri. “The Causes of Populism in the West.” *Annual Review of Political Science*, vol. 24, 2021, pp. 71–88. <https://www.annualreviews.org/doi/pdf/10.1146/annurev-polisci-041719-102503>

Betz, Hans-Georg. “The New Front National: Still a Master Case?” *RECODE*, Sept. 2013, pp. 1–17. https://www.recode.info/wp-content/uploads/2014/01/Final-RECODE-30-Hans-Georg-Betz_Final_fin.pdf

Bordenave, Yves. “Un an Après Les Émeutes, La Villeneuve à Grenoble Reste Sous Tension.” *Le Monde.fr*, *Le Monde*, 15 July 2011, www.lemonde.fr/societe/article/2011/07/15/un-an-apres-les-emeutes-la-villeneuve-a-grenoble-reste-sous-tension_1549091_3224.html.

Bouza García, Luis, and Álvaro Oleart. “Make Europe Great Again: The Politicising Pro-European Narrative of Emmanuel Macron in France.” *Tracing the Politicisation of the EU*, 2 Nov. 2021, pp. 271–293., doi:10.1007/978-3-030-82700-7_12.

“‘Etre Français, Cela Se Mérite’: Immigration and the Politics of Citizenship in France in the 1980s.” *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, by William R. Brubaker, *Harvard College*, 1990, pp. 138–164.

“The French Revolution and the Invention of Citizenship.” *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, by William R. Brubaker, *Harvard College*, 1989, pp. 35–49.

Brubaker, Rogers. “The Return of Assimilation? Changing Perspectives on Immigration and Its Sequels in France, Germany, and the United States.” *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, no. 4, 4 July 2001, pp. 531–548.

https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/01419870120049770?casa_token=yAafTShuQdkAAAAA:vx_RXusMLK5tX8Arp4GbEpFyYVJWFhaoBmHAUhG0ltqPjo_vZqrQzxsFgT0YMIGvhJyBkYgZZvwFcw

Calvès, Gwénaële. “Les Politiques Françaises De Discrimination Positive : Trois Spécificités.” *Pouvoirs*, vol. 111, no. 4, 2004, pp. 29–40.

<https://www.cairn.info/journal-pouvoirs-2004-4-page-29.htm>

Castles, Steven et al. “Here for Good: Western Europe’s New Ethnic Minorities”, Pluto Press, London, 1984.

“CEVIPOF, Sciences Po.” “‘Enquête Électorale Française 2017’- Vague 9”, Dec. 2016, www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/EnEF2017vague9.pdf.

Chamorel, Patrick. "Macron versus the Yellow Vests." *Journal of Democracy*, vol. 30, no. 4, 4 Oct. 2019, pp. 48–62., doi:10.1353/jod.2019.0068.

Chazan, Guy. "Germany's AfD Slides in Polls as Internal Battles Intensify." *Financial Times*, Financial Times, 18 June 2020.

Cheurfa, Madani, and Flora Chanvril. "La Confiance Politique 2009-2019 : La Crise De La Confiance Politique." Cevipof, Sciences Po, Jan. 2019,
www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/CEVIPOF_confiance_10ans_CHEURFA_CHANVRIL_2019.pdf.

Chrisafis, Angelique. "Macron Responds to Gilets Jaunes Protests with €5bn Tax Cuts." *The Guardian*, Guardian News and Media, 25 Apr. 2019,
www.theguardian.com/world/2019/apr/25/emmanuel-macron-significant-tax-cut-gilets-jaunes-speech.

Chrisafis, Angelique. "The Crackdown on France's Immigrants." *The Guardian*, Guardian News and Media, 3 Oct. 2007,
www.theguardian.com/world/2007/oct/03/france.angeliquechrisafis.

Chrisafis, Angelique. "Who Are the Gilets Jaunes and What Do They Want?" *The Guardian*, Guardian News and Media, 7 Dec. 2018,
www.theguardian.com/world/2018/dec/03/who-are-the-gilets-jaunes-and-what-do-they-want.

Conrad, Maximilian. "From the Eurozone Debt Crisis to the Alternative for Germany."

Frontiers in Political Science, pdf ed., vol. 2, 27 Aug. 2020, pp. 1-10.

<https://www.ft.com/content/ceabc4df-3807-4ea8-984c-beabb3b866cb>.

Culliford, Alison. "French National Assembly Approves Ban on Face Veils." *Los Angeles Times*,

14 July 2010, [www.latimes.com/archives/la-xpm-2010-jul-14-la-fg-france-veil-](http://www.latimes.com/archives/la-xpm-2010-jul-14-la-fg-france-veil-20100714-story.html)

[20100714-story.html](http://www.latimes.com/archives/la-xpm-2010-jul-14-la-fg-france-veil-20100714-story.html).

Davies, Peter. *The National Front in France: Ideology, Discourse and Power*. Routledge, 1999.

Davies, Peter. "The Front National and Catholicism: From intégrisme to Joan of Arc and Clovis." *Religion Compass*, vol. 4, no. 9, 2010, pp. 576–587.

Decker, Frank. "The 'Alternative for Germany': Factors behind Its Emergence and Profile of a New Right-wing Populist Party." *German Politics and Society*, vol. 34, Summer 2016, pp. 1-16. JSTOR.

"Déclaration Des Droits De L'homme Et Du Citoyen De 1789." *Conseil Constitutionnel*, 26 Aug.

1789, www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-

[droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789](http://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789).

Delwit, Pascal. "Les Étapes Du Front National (1972-2011)." *Le Front National: Mutations De*

L'extrême Droite Française, edited by Pascal Delwit, Université De Bruxelles, Bruxelles, 2012, pp. 11–36.

<https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/24551/1005558.pdf;jsessionid>

[=82AD53B82EBDA3414FCCACCB73ECB73D?sequence=1](https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/24551/1005558.pdf;jsessionid=82AD53B82EBDA3414FCCACCB73ECB73D?sequence=1)

Derderian, Richard L. “Algeria as a Lieu De Memoire: Ethnic Minority Memory and National Identity in Contemporary France.” *Radical History Review*, vol. 2002, no. 83, 2002, pp. 28–43., doi:10.1215/01636545-2002-83-28.

Diamant, Jeff, and Kelsey Jo Starr. "Western Europeans vary in their nationalist, anti-immigrant and anti-religious minority attitudes." *Pew Research Center*, June 19, 2018.

Doridot, Jean-Francois. “La ‘France D'en Bas’ Juge Raffarin .” *Ipsos*, 20 June 2002, <https://www.ipsos.com/fr-fr/la-france-den-bas-juge-raffarin>.

Encyclopedia of Modern Europe: Europe 1789-1914: Encyclopedia of the Age of Industry and Empire.” Encyclopedia.com, Encyclopedia.com, 6 Dec. 2021, www.encyclopedia.com/history/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/separation-church-and-state-france-1905.

“Élections Législatives.” Élections Législatives 2022, 2017, 2012, 2007 2002, 1997, 1993, 1988 1986, 1981, 1978, 1973, 1968, 1967, 1962, 1958, www.france-politique.fr/elections-legislatives.htm.

ESS Round 9: European Social Survey Round 9 Data (2018). Data file edition 2.0. NSD - Norwegian Centre for Research Data, Norway – Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC. doi:10.21338/NSD-ESS9-2018. <http://nesstar.ess.nsd.uib.no/webview/>

“Européennes : Marine Le Pen Se Présente Comme La Madone Des ‘Vrais Gilets Jaunes.’” La Tribune, La Tribune Nouvelle, 18 Feb. 2019,

www.latribune.fr/economie/france/europeennes-marine-le-pen-se-presente-comme-la-madone-des-vrais-gilets-jaunes-807839.html.

Fernando, Mayanthi L. “Exceptional Citizens: Secular Muslim Women and the Politics of Difference in France.” *Social Anthropology*, vol. 17, no. 4, 2009, pp. 379–392.

Gaillard, Marion. “Union Européenne : La Crise Migratoire de 2015.” *Vie Publique.fr*, 11 Nov. 2018,
www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38611-union-europeenne-la-crise-migratoire-de-2015 .

Gastaut, Yves, “L’immigration dans les médias français des années 70. Le temps de la découverte”, *Questions de communication*, no4, 2007. p. 17-32.

Gastaut, Yves. “Français Et Immigrés à L'épreuve De La Crise (1973-1995).” *Vingtième Siècle. Revue D'histoire*, vol. 4, no. 84. 2004, pp. 107–118.
<https://www.cairn.info/journal-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-107.htm>

Geisser, Vincent. “Projet De Loi Sur l’Asile Et l’Immigration : Indignation Morale versus Cynisme Gouvernemental ?” *Migrations Société*, vol. 171, no. 1, 2018, pp. 3–11.
<https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2018-1-page-3.htm>

Gill-Khan, Chole A. *Politics of Integration: Law, Race and Literature in Post-War Britain and France*. Routledge, 2018.

Giry, Stéphanie. 2006. ‘France and its Muslims’. *Foreign Affairs*, 85 (5), pp 87-104.

- Goodman, Sara Wallace. "Liberal Democracy, National Identity Boundaries, and Populist Entry Points." *Critical Review*, vol. 31, no. 3-4, 2019, pp. 377–388.
<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/08913811.2019.1647679?needAccess=true>
- Gosewinkel, Dieter. "Naturaliser Ou Exclure ? La Nationalité En France Et En Allemagne Aux XIXe Et XXe Siècles. Une Comparaison Historique." *Jus Politicum*, vol. 12, 2014, pp. 1–21. http://juspolicum.com/uploads/pdf/JP_12_Dieter_Gosewinkel.pdf
- Haines, Herbert H. "Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970." *Social Problems*, vol. 32, no. 1, 1984-1985, p. 31-43. HeinOnline.
- Hargreaves, Alec G. *Immigration, 'race' and ethnicity in contemporary France*. Routledge, 1995.
- Häusler, Alexander. "Forms of Right-Wing Populism: The Example Alternative for Germany (AfD)." *Stifled Progress – International Perspectives on Social Work and Social Policy in the Era of Right-Wing Populism*, edited by Jörg Fischer and Kerry Dunn, 1st ed., Verlag Barbara Budrich, Opladen; Berlin; Toronto, 2019, pp. 17–32. JSTOR, www.jstor.org/stable/j.ctvfrxr60.4. Accessed 9 Sept. 2020.
- Horvath, Christina. "Riots or Revolts? the Legacy of the 2005 Uprising in French Banlieue Narratives." *Modern & Contemporary France*, vol. 26, no. 2, 2018, pp. 193–206., doi:10.1080/09639489.2018.1440197.
- Ifop. "Do You Approve or Disapprove of Emmanuel Macron's Actions as President of France?" Statista, 5 July 2021, www.statista.com/statistics/941208/macron-approval-ratings/.

Ignazi, Piero. “Le Front National Et Les Autres Influence Et Évolutions.” *Le Front National : Mutations De L'extrême Droite Française*, edited by Pascal Delwit, *Université De Bruxelles*, Bruxelles, 2012, pp. 37–55.

“Interview du Président de la République M. Emmanuel Macron à Al-Jazeera.” *Al-Jazeera*, 31 Oct. 2020.

Ivaldi, Gilles. “The Successful Welfare-Chauvinist Party? The Front National in the 2012 Elections in France.” *ESA’s Research Network on Political Sociology*, 14 Dec. 2012.
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00765428/document>.

Joppke, Christian. “Immigration and the Nation-State: The United States, Germany, and Great Britain”, Oxford University Press. 1999.

Joppke, Christian. *Veil: Mirror of Identity*. *Polity*, 2012.

Koukoutsaki-Monnier, Angeliki. “La Construction Symbolique De L'identité Nationale Française Dans Les Discours De La Campagne Présidentielle De Nicolas Sarkozy.” *Communication*, vol. 28, no. 1, 2010, pp. 11–39.,
<https://journals.openedition.org/communication/2010#quotation>

Le Monde. “Marine Le Pen Annonce Que Le Front National Devient Rassemblement National.” *Le Monde.fr*, Le Monde, 1 June 2018,
www.lemonde.fr/politique/article/2018/06/01/marine-le-pen-annonce-que-le-front-national-devient-rassemblement-national_5308450_823448.html.

La Croix. “Trente Ans D'émeutes Urbaines.” *La Croix*, 25 Oct. 2010,

www.la-croix.com/Actualite/France/Trente-ans-d-emeutes-urbaines-

[NG_-2010-10-25-604912](http://www.la-croix.com/Actualite/France/Trente-ans-d-emeutes-urbaines-NG_-2010-10-25-604912).

“La France à L'action Face à La Crise Migratoire.” Gouvernement.fr, 7 Sept. 2015,

www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817.

La Rédaction. “Élection Présidentielle 2002 : Résultats Des Deux Tours.” Vie Publique.fr, 4 June

2019, www.vie-publique.fr/eclairage/21968-election-presidentielle-2002-resultats-

[des-deux-tours](http://www.vie-publique.fr/eclairage/21968-election-presidentielle-2002-resultats-des-deux-tours).

“Je Soutiens Les Gilets Jaunes.” Performance by Marine Le Pen, Franceinfo, 15 Mar. 2019,

www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/video-marine-le-pen-je-s

[outiens-les-gilets-jaunes-depuis-la-premiere-heure_3233013.html](http://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/video-marine-le-pen-je-s-outiens-les-gilets-jaunes-depuis-la-premiere-heure_3233013.html) . Accessed 5 Dec.

2021.

Lipka, Michael. “Muslims and Islam: Key Findings in the U.S. and around the World.” Pew

Research Center, Pew Research Center, 8 Dec. 2020,

www.pewresearch.org/fact-tank/2017/08/09/muslims-and-islam-key-findings-in-the-u-s-

[and-around-the-world/](http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/08/09/muslims-and-islam-key-findings-in-the-u-s-and-around-the-world/).

Lochak, Danièle. “L'Intégration Comme Injonction. Enjeux Idéologiques Et Politiques Liés à

l'Immigration.” *Cultures & Conflits*, no. 64, 2006, pp. 131–147.

<https://journals.openedition.org/conflits/2136>

Loughlin, J., ‘The Algerian War and the One and Indivisible French Republic’, *French and*

Algerian Identities from Colonial Times to the Present: A History of Interaction, eds. A.

Hargreaves and M. J. Heffernan, The Edwin Mellen Press: Lewiston, New York & Queenston, Wales, 1993, pp. 149–163.

LOI n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (1) (Fr.).

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022911670/#:~:text=>

[Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,LOI%20n%C2%B0%202010%](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022911670/#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,LOI%20n%C2%B0%202010%2D1192%20du%2011%20octobre%202010%20interdisant,l%27espace%20)

[2D1192%20du%2011%20octobre%202010%20interdisant,l%27espace%20](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022911670/#:~:text=2D1192%20du%2011%20octobre%202010%20interdisant,l%27espace%20)

[public%20\(1\)&text=Nul%20ne%20peut%2C%20dans%20l,destin%C3%A9](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022911670/#:~:text=public%20(1)&text=Nul%20ne%20peut%2C%20dans%20l,destin%C3%A9)

[e%20%C3%A0%20dissimuler%20son%20visage](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022911670/#:~:text=e%20%C3%A0%20dissimuler%20son%20visage)

LOI n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics (1) (Fr.) <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000417977>.

Lorcerie, Françoise. “La ‘loi sur le voile’ : une entreprise politique”, *Droit et société*, vol. 68, no. 1, 2008, pp. 53-74.

Mallet, Victor, and Leila Abboud. “Eric Zemmour, the Polemicist Shaking up French Politics.”

Financial Times, Financial Times, 19 Nov. 2021,

www.ft.com/content/4ae73c59-92b6-40ac-b9f8-970fc01bbd2a.

Martin, Gilles. “War in Algeria: The French Experience.” *Military Review*, 2005, pp. 51–57.

<https://smallwarsjournal.com/documents/martin.pdf>.

McQueen, Fraser. “Emmanuel Macron Is Already Showing He Is No Progressive.” *The Conversation*, University of Stirling, 20 July 2017,
dspace.stir.ac.uk/bitstream/1893/25739/1/McQueen_Conversation_2017.pdf.

Métézeau, Frédéric. “‘Gilets Jaunes’ : La Stratégie En Nuance Du Rassemblement National.” *France Culture*, France Culture, 16 Feb. 2019,
www.franceculture.fr/politique/gilets-jaunes-la-strategie-en-nuance-du-rassemblement-national.

Michelot, Martin, et al. “La Dédiabolisation.” *Berlin Policy Journal* , 6 Mar. 2017,
<http://www.berlinpolicyjournal.com/la-dediabolisation/>.

Nussbaum, Ania. “The Transformation of Marine Le Pen Has Macron’s Allies Worried.” *Bloomberg.com*, Bloomberg, 28 Apr. 2021,
www.bloomberg.com/news/articles/2021-04-29/marine-le-pen-s-becoming-more-mainstream-but-is-it-working.

Ogden, Philip. “The Legacy of Migration: Some Evidence from France.” *Mass Migration in Europe: The Legacy and the Future*, edited by Russell King, Belhaven Press, London, 1995, pp. 101–117.

O’Riley, Michael. “Specters of Orientalism in France, Algeria, and Postcolonial Studies.” *Mosaic: An Interdisciplinary Critical Journal*, vol. 34, no. 4, Dec. 2001, pp. 47–64.
JSTOR, https://www.jstor.org/stable/pdf/44029922.pdf?refreqid=excelsior%3Ae85e692f9e9a9d5dd9d2d83f9dd5fe5c&ab_segments=&origin= . Accessed 6 Feb. 2022.

“Parlemeter 2015 - Migration Issues .” *Eurobarometer*, 2015,
www.europarl.europa.eu/at-your-service/en/be-heard/eurobarometer.

Petrikowski, Nicki Peter. "Angela Merkel". *Encyclopedia Britannica*, 13 Jul. 2021,
<https://www.britannica.com/biography/Angela-Merkel>. Accessed 5 December 2021.

Perottino, Michel, and Petra Guasti. “Technocratic Populism à La Française? the Roots and Mechanisms of Emmanuel Macron’s Success.” *Politics and Governance*, vol. 8, no. 4, 2020, pp. 545–555., <https://www.cogitatiopress.com/politicsandgovernance/article/viewFile/3412/3412>.

Pocuch, Sedrik, et al. “Rassemblement National: Changes and Continuities under Marine Le Pen.” NAOC, 23 October 2019,
<http://www.natoassociation.ca/assemblement-national-changes-and-continuities-under-marine-le-pen/>.

“Politico Poll of Polls - French Polls, Trends and Election News for France.” *POLITICO*, 2021, <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/france/>.

“Politico Poll of Polls - German Polls, Trends and Election News for Germany.” *POLITICO*, 2021, www.politico.eu/europe-poll-of-polls/germany/.

Programe En Marche ! Élection Présidentielle 2017. 2017,
<http://www.storage.googleapis.com/en-marche-fr/COMMUNICATION/Programme-Emmanuel-Macron.pdf>.

“Record 1.3 Million Sought Asylum in Europe in 2015.” *Pew Research Center's Global Attitudes Project*, Pew Research Center, 20 Aug. 2020,
www.pewresearch.org/global/2016/08/02/number-of-refugees-to-europe-surges-to-record-1-3-million-in-2015/.

Rosnoblet, Jean-Francois. “France's Le Pen Urges Show of Nationalist Force in European Elections.” *Reuters*, Thomson Reuters, 16 Sept. 2018,
www.reuters.com/article/us-france-politics-lepen/frances-le-pen-urges-show-of-nationalist-force-in-european-elections-idUSKCN1LW0KP.

Satre, Josh, et al. “France: The Yellow Vest Movement.” *POLITICAL DISORDER IN EUROPE: 10 CASES FROM ACLED'S NEW EXPANSION*, edited by Elliott Bynum et al., Armed Conflict Location & Event Data Project, 2021, pp. 3–5,
<http://www.jstor.org/stable/resrep28647.4>.

Schain, Martin. *Multiculturalism and its Discontents*. *Typescript*. 2007.

Schlee, Maxime. “Macron's Approval Ratings Hit Record Low: Poll.” *POLITICO*, POLITICO, 23 Mar. 2018,
www.politico.eu/article/emmanuel-macron-france-approval-ratings-hit-record-low-poll/.

Sciolino, Elaine. “Sarkozy Wins in France and Vows Break With the Past” *New York Times*, 7 May 2007, www.nytimes.com/2007/05/07/world/europe/07france.html.

Simon, Rita J., and James P. Lynch. “A Comparative Assessment of Public Opinion toward Immigrants and Immigration Policies.” *The International Migration Review*, vol. 33, no.

2, Center for Migration Studies of New York, Inc., Wiley, 1999, pp. 455–67,
<https://doi.org/10.2307/2547704>.

Shields, James. “The Front National since the 1970s : Electoral Impact and Party System Change.” *France since the 1970s History, Politics and Memory in an Age of Uncertainty*, edited by Emile Chabal, Bloomsbury Academic, London, 2015, pp. 41–65.

Skenderovic, Damir, and Christina Späti. “From Orientalism to Islamophobia: Reflections, Confirmations, and Reservations.” *ReOrient*, vol. 4, no. 2, 2019, pp. 130–143. JSTOR, https://www.jstor.org/stable/pdf/10.13169/reorient.4.2.0130.pdf?refreqid=excelsior%3A28bc1fb959411585f40255952fa89785&ab_segments=&origin= .

Accessed 6 Feb. 2022.

Taguieff, Pierre-André. “L'identité Française Et Ses Ennemis : Le Traitement De L'immigration Dans Le National-Racisme Français Contemporain.” *L'Homme et La Société*, vol. 77, no. 1, 1985, pp. 167–200.

https://www.persee.fr/docAsPDF/homso_0018-4306_1985_num_77_1_2229.pdf

Taguieff Pierre-André. “Sur La Nouvelle Droite: Jalons D'une Analyse Critique”. *Descartes Et Cie*, 1994.

Thevenin, Elodie. “Defending 'European Identity'? the Dubious Struggle of Génération Identitaire .” *Eyes on Europe*, 3 July 2020, www.eyes-on-europe.eu/defending-european-identity-the-dubious-struggle-of-generation-identitaire/

- Weil, P., 'The History and Memory of Discrimination in the Domain of French Nationality: The Case of Jews and Algerian Muslims', *Hagar: Studies in Culture, Polity and Identities*, vol. 6, no. 1, 2005, pp. 49–75.
- Wihtol de Wenden, Catherine. "“La France Qui Se Lève Tôt’ Est Aussi Une France D'immigrés.”” *Après-Demain*, vol. 23, no. 3, Mar. 2012, pp. 4–6.,
<https://doi.org/10.3917/apdem.023.0004>.
- “Widespread Support for Banning Full Islamic Veil in Western Europe.” *Pew Research Center's Global Attitudes Project*, Pew Research Center, 31 May 2020,
[www.pewresearch.org/global/2010/07/08/widespread-support-for-banning-
full-islamic-veil-in-western-europe/](http://www.pewresearch.org/global/2010/07/08/widespread-support-for-banning-full-islamic-veil-in-western-europe/).
- Wike, Richard, et al. “Europeans Fear Wave of Refugees Will Mean More Terrorism, Fewer Jobs.” *Pew Research Center's Global Attitudes Project*, Pew Research Center, 20 Aug. 2020, [www.pewresearch.org/global/2016/07/11/europeans-fear-wave-of-refugees-
will-mean-more-terrorism-fewer-jobs/](http://www.pewresearch.org/global/2016/07/11/europeans-fear-wave-of-refugees-will-mean-more-terrorism-fewer-jobs/).
- Wildman, Sarah. “Marine Le Pen Wants to Protect France's LGBTQ Community - but Opposes Same-Sex Marriage.” *Vox*, Vox, 5 May 2017,
www.vox.com/world/2017/5/5/15542242/marine-le-pen-french-elections-gay-outreach.
- Williams, Michelle Hale. "A new era for French far right politics? Comparing the FN under two Le Pens." *Analise Social*, vol. 46, no. 201, 2011, pp. 679-95. JSTOR.
- Winock, Michel. “Populismes Français.” *Vingtième Siècle, Revue D'histoire*, vol. 56, no. 1, 1997, pp. 77–91., doi:10.3406/xxs.1997.4492.

<https://www.jstor.org/stable/pdf/3770599.pdf?refreqid=excelsior%3A3e98a2>

[5ea68746cefbfc4fd00c5d5162](https://www.jstor.org/stable/pdf/3770599.pdf?refreqid=excelsior%3A3e98a2).

Zimmermann, Klaus F. "Tackling the European Migration Problem." *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, no. 2, American Economic Association, 1995, pp. 45–62,

<http://www.jstor.org/stable/2138166>.